

Transcription de l'interview de Manuel Marín González (Madrid, 13 avril 2010)

Source: Interview de Manuel Marín González / MANUEL MARÍN GONZÁLEZ, Cristina Blanco Sío-López, prise de vue : Alexandre Germain.- Madrid: CVCE [Prod.], 13.04.2010. CVCE, Sanem. - VIDEO (01:47:48, Couleur, Son original).

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU
Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.
Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:
http://www.cvce.eu/obj/transcription_de_l_interview_de_manuel_marin_gonzalez_madrid_13_avril_2010-fr-340c1ebb-450f-4b8f-ac4c-82937f382337.html

Date de dernière mise à jour: 04/07/2016



Transcription de l'interview de Manuel Marín González (Madrid, 13 avril 2010)

Table of Contents

1. Formation européeniste et parcours politique et professionnel.....	1
2. La transition vers la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes.....	2
3. L'Espagne dans les Communautés européennes: défis et opportunités.....	4
4. Expérience de l'élaboration des politiques publiques communautaires en tant que commissaire européen.....	6
5. Sens et conséquences de la chute du mur de Berlin, et impact de l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est.....	9
6. Le rôle de l'Espagne dans la relation entre l'Amérique latine et l'Union européenne et dans les processus d'intégration du sous-continent américain.....	11
7. La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la coopération au développement dans le cadre de l'Union européenne.....	12
8. La politique euro-méditerranéenne et le dialogue interculturel.....	12
9. Les relations entre l'Union européenne et l'ANASE.....	14
10. Expérience en tant que président de la Commission européenne dans le contexte de la «Commission Santer».....	15
11. Le principe de solidarité et la concrétisation d'un projet constitutionnel européen.....	17
12. Le rôle de l'éducation et des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour favoriser une démocratie participative en Europe.....	18
13. Les éléments constitutifs d'une identité européenne commune.....	20
14. Durabilité environnementale et dimension géopolitique du secteur énergétique dans l'Union européenne.....	21
15. L'équilibre entre grands et petits pays, et l'idée d'un «noyau dur» de l'Union européenne.....	22
16. Bilan de la carrière politique européenne.....	22
17. Carrière académique et expérience en tant que président du Congrès des députés et des Cortès générales.....	25
18. Les contributions de l'Espagne au processus de construction européenne, et les défis de l'Europe d'aujourd'hui.....	26

1. Formation européeniste et parcours politique et professionnel

[Cristina Blanco Sío-López] Bonjour. Pour commencer, je tiens à vous remercier pour votre disponibilité et pour cette occasion d'évoquer avec vous la relation historique qui unit l'Espagne aux Communautés européennes.

[Manuel Marín González] C'est moi qui vous remercie.

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais d'abord vous demander ceci: qu'est-ce qui a été à l'origine de votre intérêt pour une dimension européenne de la politique? Dans quelle mesure cet intérêt a-t-il été influencé par votre formation, par exemple vos études à l'université de Nancy et au Collège d'Europe dans le domaine du droit communautaire. Comment tout cela a-t-il contribué à donner un caractère européen marqué à votre carrière politique?

[Manuel Marín González] Ma philosophie de la vie se résume à ceci: il se produit des situations que l'on ne maîtrise pas, que l'on n'aurait jamais imaginées. Souvent, le travail qu'on entreprend est

déterminé par ces situations imprévues. Je m'explique: alors que je terminais mes études de droit à l'université Complutense de Madrid, le professeur de droit international m'a dit: «Manuel, si tu réalises un bon travail – cas typique de la promesse de récompense –, tu obtiendras les notes requises». Il s'agissait de M. Aguilar Navarro, un professeur très exigeant. Il m'a alors expliqué ceci: «Écoute, tu as deux possibilités (nous étions en 1970): soit les bases – l'accord de Franco avait été conclu avec les États-Unis pour l'implantation des bases militaires américaines –, soit l'accord préférentiel que notre gouvernement vient de signer – mon professeur était bien sûr très antifranquiste – avec la Communauté européenne». Je lui ai répondu ceci: «En fait, ce qui concerne la Communauté européenne m'intéresse davantage». Je me suis rendu à la bibliothèque et n'y ai rien trouvé. En Espagne, à l'époque, tout ce qu'on trouvait sur l'Union européenne, c'était la conspiration judéo-maçonnique et le «contubernio de Munich». Telle était la doctrine officielle. N'oublions pas qu'à cette époque, au début des années 1970, le régime de Franco était encore très fort. En l'absence de bibliographie, je me suis dit: «Où puis-je trouver la documentation nécessaire? Eh bien, je vais aller au ministère des Affaires étrangères, puisque c'est là que l'accord a été signé». Au ministère, j'ai rencontré le directeur général des relations culturelles, M. Messía, qui deviendra le grand ambassadeur d'Espagne à Strasbourg au moment de l'adhésion du pays au Conseil de l'Europe. Après m'avoir fait entrer dans son bureau, M. Messía a dû me considérer comme une perle rare, car il m'a dit: «Tu veux faire des études sur l'Europe?» «En effet», lui ai-je répondu. «Eh bien, nous avons ici des bourses universitaires que personne ne demande». Il faut dire que dans l'Espagne des années 1970, investir dans l'Europe était une chose complètement irréaliste. Cela ne procurait ni emploi, ni aucune possibilité, dans le meilleur des cas l'université et la recherche; c'est donc un simple travail de stage, comme on disait alors, que m'a demandé le professeur de [droit] international. Je suis donc parti étudier en France, au Centre européen universitaire de Nancy. Cette période a été très dure, car j'ai dû m'adapter à un système de travail différent du système en vigueur en Espagne. D'un autre côté, j'ai vécu une expérience extraordinaire, car c'est à Nancy, en Lorraine, que j'ai pu assister – c'est à peine croyable! – à ma première campagne électorale. Cette campagne électorale européenne était disputée par trois candidats de première importance, dont le député de Lorraine. Cet homme était Jean-Jacques Servan-Schreiber, qui avait écrit *Le défi américain*. Dans ce livre, l'auteur a été le premier à dire que si l'Europe ne se réveillait pas et ne se mobilisait pas pour faire concurrence aux États-Unis, dans le contexte de la guerre froide, elle allait perdre la bataille de l'économie, de la technologie et du développement. Du côté du Parti socialiste unifié, le [candidat] de l'époque était Michel Rocard, que j'ai connu là-bas et avec qui j'ai noué une grande amitié. Le troisième candidat était Alain Krivine, du Parti trotskiste. J'ai donc eu le privilège, pour un Espagnol, d'assister à de véritables élections démocratiques. De plus, Nancy était la ville où se tenait le Festival international du théâtre universitaire. Ce festival était un événement important, mais il a ensuite cessé d'exister. Son directeur était Jack Lang, futur ministre de la Culture pendant l'ère Mitterrand. J'ai eu beaucoup de chance d'être accueilli à Nancy – à vrai dire, une ville de province pour les Français – et d'y rencontrer des personnes très intéressantes. C'est une période qui m'a marqué. Au moment du retour au pays, je me suis demandé ce que j'allais faire. Après des tentatives infructueuses pour trouver un travail, l'Europe n'intéressant personne, j'ai décidé de poursuivre ma formation. C'est alors que je suis entré au Collège d'Europe, que j'ai adoré. Par la suite, on m'a offert un contrat de professeur assistant. J'aime beaucoup l'université, l'enseignement, la préparation des cours à donner. Après j'ai été stagiaire à la Commission, puis, toujours dans la clandestinité, je suis venu ici travailler pour le Parti socialiste. Ce sont toutes ces étapes qui ont influencé mon parcours.

2. La transition vers la démocratie et les négociations d'adhésion de l'Espagne aux Communautés européennes

[Cristina Blanco Sío-López] Comment percevez-vous l'interdépendance et le parallélisme entre la transition vers la démocratie en Espagne et l'intégration du pays dans les Communautés européennes?

[Manuel Marín González] Pour bien comprendre ce qui s'est passé en Espagne, il importe de bien connaître sa situation à l'époque. À l'université, j'ai pour habitude de dire à mes étudiants: «[Situez-vous] dans le contexte». Et je leur précise cette chose importante: Il faut voir l'Union européenne – la Communauté européenne à l'époque – comme une institution qui a permis de récupérer des pays sortant de dictatures. Jusqu'aux années 1970, l'Europe occidentale a en effet connu trois dictatures: la Grèce des colonels, le Portugal et l'Espagne. Nous avons donc vu trois pays s'intégrer en poursuivant de vastes objectifs de politique intérieure et extérieure visant à garantir une stabilité institutionnelle. Ces pays ont adhéré à un système de valeurs qui étaient les valeurs européennes. En Espagne, de nombreux débats tournent autour de cette question: «était-ce une opération politique ou économique?». En fait, les deux, mais surtout une opération politique, car l'Espagne, grand pays depuis longtemps européen et lié de près à l'histoire européenne, n'a fait que retourner vers son ensemble naturel, l'Europe. C'est un peu, *mutatis mutandis*, ce qui s'est passé avec un grand nombre de pays d'Europe centrale et orientale quand ils ont aussi adhéré à l'Union européenne. Ce faisant, ils ont récupéré une partie de leur histoire en s'intégrant dans un système de valeurs où sont présents la liberté, la démocratie, les droits de l'homme, le parlementarisme, la liberté de la presse, etc.; c'est un juste retour des choses. Par conséquent, l'adhésion de l'Espagne répondait surtout à un grand objectif politique; c'est évident et il est inutile de chercher plus loin. Pourquoi? Parce que, pour la jeune démocratie espagnole qui avait réchappé à un coup d'État – et qui heureusement saura neutraliser deux autres coups d'État encore plus dangereux –, cette adhésion était la solution pour se rattacher à l'Europe. Nous nous sommes rattachés à un système de valeurs, ce dont on peut se féliciter.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous maintenant nous parler de votre expérience en tant que secrétaire d'État pour les relations avec les Communautés européennes et des difficultés et progrès des négociations d'adhésion.

[Manuel Marín González] «Il y a eu un moment d'inflexion dans les négociations. En effet, l'intensité des débats était telle au Parlement espagnol que, à la différence du Parlement portugais, par exemple, où le Parti communiste s'opposait au projet, quand la demande d'adhésion a été envisagée en juillet 1977, à peine un mois après la formation des *Cortes* et après leur avoir accordé leur nature constituante, la première décision de politique extérieure prise par le Parlement démocratique a consisté à autoriser le gouvernement à aller à Bruxelles pour présenter cette demande d'adhésion. Cette première décision du gouvernement a été adoptée à l'unanimité. Elle démontre très clairement cette volonté d'implication européenne. C'est pourquoi le «Giscardazo» («coup de Giscard») a été si dur à encaisser et reste si vivace dans les souvenirs: M. Giscard d'Estaing, se basant sur un calcul purement électoraliste et sachant que de 3 à 4 % des votes provenaient des agriculteurs, a décidé de paralyser les négociations. Surtout par rapport au paquet agricole, il considérait l'Espagne comme un adversaire susceptible de remettre en cause les possibilités de préservation des intérêts des agriculteurs. Nous sommes arrivés au gouvernement, après quoi nous avons passé plusieurs années pénibles en tâchant de démentir cette argumentation. Cette période a été très dure, car, dès que Paris votait, il devenait impossible de progresser. Par la suite, certaines situations internes nous ont [permis], petit à petit, de lever les objections de Paris. Nous avons beaucoup travaillé avec des pays que nous intéressions pour d'autres raisons, surtout l'Allemagne, par le biais du chancelier Kohl. Ensuite, Mitterrand a fini par comprendre qu'il était

absurde de maintenir ce veto. Il s'est alors produit une série de combinaisons, de négociations bilatérales puis, pour tout dire, le gouvernement de l'époque dirigé par Felipe González a adopté une stratégie qualifiée d'«ambiguïté calculée»: nous voulions notre place dans l'Europe mais les Européens voulaient surtout que nous résolvions le problème de l'OTAN. Ces deux aspects n'ont jamais été liés mais, par le biais de cette stratégie d'ambiguïté calculée, le message suivant a été lancé: «Si vous me réglez le problème européen, nous pourrions ultérieurement reconsidérer la question de la défense», pour dire les choses sans ambages. C'est ainsi que la situation a progressivement mûri vers une solution finale. Nous avons toutefois connu des moments désagréables. Parfois, nous arrivions au Conseil des ministres et, comme ceux-ci n'avaient rien à nous offrir, les secrétaires d'État, voire les directeurs généraux se retrouvaient le bec dans l'eau. C'était un peu déprimant d'arriver en salle de négociation en ayant tout préparé pour s'entendre dire ceci par le président: «Je suis vraiment navré mais nous ne sommes pas prêts». Et nous savions tous d'où venaient les vétos.

[Cristina Blanco Sío-López] Hormis le cas français que vous avez évoqué, quels autres pays ont montré des réticences?

[Manuel Marín González] En réalité, chacun a montré des réticences, surtout à propos du paquet de l'agriculture ou de la pêche, domaines où les pays européens percevaient un grand potentiel espagnol. Par la suite, un problème d'immigration est apparu avec l'Allemagne. D'ailleurs, à chaque nouvelle adhésion, les Allemands ressortent ce qui est devenu le syndrome du plombier polonais. Par ailleurs, lors des dernières élections en France, on a dit que beaucoup d'Espagnols allaient arriver dans le pays... Comme vous le savez, c'est l'inverse qui s'est produit en Espagne. Et il n'a pas été nécessaire d'appliquer la période transitoire de sept ans. Étant donné que l'Espagne a entamé une phase de croissance rapide, un grand nombre d'immigrés espagnols sont retournés au pays. L'Espagne a ainsi bénéficié d'expérience professionnelle, d'ouvriers qualifiés, de personnes désireuses d'ouvrir une petite ou moyenne entreprise, etc. Ce retour des immigrés qui vivaient et travaillaient en Europe depuis vingt ans a fait beaucoup de bien à l'Espagne. C'est donc l'effet contraire qui s'est produit.

3. L'Espagne dans les Communautés européennes: défis et opportunités

[Cristina Blanco Sío-López] Une fois son adhésion effective, quels défis l'Espagne a-t-elle dû relever?

[Manuel Marín González] Essayer d'atterrir en douceur. De plus, nous n'avions pas tout notre temps. N'oublions pas que seulement deux ans et demi plus tard, en 1989, l'Espagne allait devoir assumer sa première présidence, précédée de cette question inévitable: «en seront-ils capables?». S'il avait fallu donner raison à ceux qui doutaient de notre capacité à organiser la présidence, notre pays aurait été fortement discrédité. Certains ont même été jusqu'à dire: «Étant donné qu'ils sont nouveaux, ils pourraient passer leur tour». Nous avons tenu à relever le défi. Nous avons dû fournir un effort énorme pour assumer la présidence dans les meilleures conditions possibles. Cela n'a pas été sans peine!

[Cristina Blanco Sío-López] Selon vous, quelles sont les réalisations de cette première présidence espagnole?

[Manuel Marín González] «En premier lieu, avoir redoré le blason de l'Espagne. Il faut savoir qu'à la fin de la présidence, nous pouvions nous targuer d'avoir bien fait nos devoirs. On a d'ailleurs

commencé à nous considérer comme les premiers de la classe. N'oublions pas non plus que, au moment où notre présidence s'est achevée, on nous a donné un certain surnom, qui personnellement ne me plaisait pas beaucoup. Je me demandais pourquoi il fallait toujours nous comparer à d'autres? Pourquoi ne pas simplement dire que l'Espagne avait changé, qu'elle avait réussi à instaurer la démocratie, qu'elle pouvait compter sur des gens travailleurs, qui avaient de l'envie et croyaient en l'Europe? On nous a surnommés «les Allemands du Sud». On nous prenait donc pour des Allemands, mais du Sud. Il est vrai que nous avons fait du bon travail, à l'époque. Il est vrai aussi que nous avons un gouvernement et un pays très européenistes, et que les Espagnols ont bientôt été de cet avis: «La médecine européenne nous fait vraiment beaucoup de bien!». Cela n'a pourtant pas été de tout repos: n'oublions pas que, en adhérant à l'Union européenne, nous avons dû appliquer en Espagne les politiques communautaires. Cette phase d'ajustement interne a été très dure. Elle nous a valu deux grèves générales et de nombreuses difficultés, mais l'Espagne devait se moderniser.

[Cristina Blanco Sío-López] Sur quoi était fondé cet européanisme espagnol?

[Manuel Marín González] D'abord sur le discours, puis sur le fait que nous avons bien compris que l'application des politiques communautaires nous permettrait de sortir de l'autarcie économique de Franco. Je vais vous donner un exemple: maintenant que nous sommes en crise, on nous dit ce qu'il faut faire ou ne pas faire; il faut parfois prendre des décisions douloureuses pour essayer de s'en sortir. Je m'explique: nous avons hérité de la sidérurgie espagnole, [qui] était tiers-mondiste, à l'époque qui a succédé à l'autarcie – un pays complètement fermé pendant les quarante ans de la dictature franquiste. Je suis arrivé avec, dans mon portefeuille, la déclaration de crise manifeste, tout ce que nous avons pu obtenir. Le commissaire compétent en la matière était Étienne Davignon. Imaginez-nous dans l'avion de retour vers Madrid, faisant ce constat: «Mon Dieu, nous avons en trop deux hauts fourneaux et tous les systèmes de laminage à froid». Nous devons faire un saut technologique pour obtenir une sidérurgie à chaud, pour obtenir les produits laminés, les profils et les matériaux nécessaires pour l'industrie automobile et les aciers spéciaux. Ce saut s'imposait, car ce que nous faisions – des goujons, du fil machine, des poutres en T et en U – était également fabriqué en Inde et en Colombie, et nous ne pouvions concurrencer ces pays. Bien sûr, au retour à Madrid, cela a été dur: nous avons dû fermer les hauts fourneaux de Sagonte, dans la Communauté valencienne, ainsi que ceux d'Avilés. Lorsque nous sommes venus avec le programme de réduction de la pêche, nous avons dû aller l'expliquer de port en port. Cette tâche s'est avérée parfois très difficile, en particulier au Pays basque, dont certains ports étaient largement dominés par l'organisation politique Herri Batasuna. Notre discours se résumait à ceci: «Messieurs, c'est dur mais c'est comme ça». Tout cela n'a pas été sans mal mais il était indispensable de passer de notre économie tiers-mondiste à une économie européenne. À partir de ce moment, nous avons beaucoup bénéficié de l'application des politiques communes, l'économie s'est modernisée et l'agriculture est devenue un modèle en son genre. Lorsque nous parlions calibres, commercialisation, présentation, constitution d'organisations communes de marché, les gens nous répondaient que tout cela était impossible à mettre en place. Pourtant, nous y sommes arrivés, et très rapidement.

[Cristina Blanco Sío-López] Il y a donc eu un coût social à ce moment...

[Manuel Marín González] À ce moment, en effet. C'est ce qui arrive toujours: si l'on veut transformer un appareil de production, il faut inévitablement prendre des mesures très douloureuses pendant les deux, trois ou quatre premières années, sans quoi on n'y arrive pas. J'en ai l'expérience. À mon avis, ce qu'a fait le gouvernement de Felipe González a été très utile et courageux. Bien qu'ayant entraîné deux grèves générales, cette décision s'imposait. Et je le dis en sachant très bien que les bénéfices obtenus sont allés de pair avec des ajustements. Il a en effet fallu procéder à des ajustements dans les domaines de la pêche, de l'agriculture et de l'industrie. Ainsi, on a introduit l'impôt sur la valeur ajoutée en Espagne, un pays où aucun magasin, aucun commerçant et aucune petite ou moyenne entreprise ne tenait de comptabilité. La comptabilité, c'était ce morceau de

papier, la facture que la commerçante donnait et dont elle mettait la copie sur une espèce de pique-notes en métal. Et ces copies s'accumulaient sur le pique-notes. Puis on a dit aux commerçants et indépendants qu'ils devaient introduire la taxe sur la valeur ajoutée. Ils ont donc commencé à tenir une comptabilité, à faire les déclarations, et tout le système s'est mis en marche. Mais ce changement ne s'est pas fait sans peine.

[Cristina Blanco Sío-López] Cela n'a pas été facile mais, au moins, on y est arrivé.

[Manuel Marín González] En effet.

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous nous parler de vos anciens collaborateurs: Fernando Mansito, Vicente Parajón et Santiago Gómez-Reino, avec qui vous avez travaillé en Espagne précédemment et qui sont devenus les nouveaux directeurs généraux?»

[Manuel Marín González] «Certains le sont devenus, mais pas tous. En fait, nous avons formé une équipe en nous inspirant beaucoup du modèle anglo-saxon de la *task force*. Dans cette équipe, il y avait pour chaque ministère un directeur général responsable qui était nommé directement par le ministre, en qui celui-ci avait confiance. Bien sûr, cette configuration contribuait beaucoup à résoudre les problèmes fréquents posés par les positions interministérielles qui ne coïncidaient pas toujours. Cela nous a beaucoup aidés. Certains, ceux qui le voulaient, sont allés là-bas pour occuper le poste de directeur général, d'autres sont restés ici et d'autres encore se sont consacrés au [secteur] privé. C'était une excellente équipe, composée de membres très compétents, professionnels et courageux qui savaient très bien ce qu'ils devaient faire.

[Cristina Blanco Sío-López] À la Commission européenne, comment a-t-on vécu l'octroi de deux commissaires à l'Espagne?

[Manuel Marín González] En fait, nous devions nous décider. Dans le jeu constitué par les votes au Conseil, les membres de la Commission [et] les membres [du] Parlement européen, nous nous sommes rendus compte d'une chose: la place institutionnelle qui nous convenait le mieux était celle de moyen à grand pays. En effet, l'analyse du système de votes nous a montré que nous pouvions ainsi souvent occuper une position axiale. Felipe González a très bien fait cela: grâce à lui, l'Espagne est entrée dans ce qui s'appelait le directoire, non pas en tant que grand pays, ce qu'elle n'était pas, mais comme un pays qui détenait au Conseil des ministres huit voix décisives pour atteindre la majorité. Il nous a semblé qu'il était beaucoup plus intelligent d'accepter nos limitations, de ne pas débarquer en clamant «Nous sommes excellents», car parfois une telle attitude peut ensuite générer des situations très compliquées quand on n'est plus excellent. Nous n'avons pu que nous en féliciter. Nous nous sommes donc retrouvés avec deux commissaires à la Commission. Après avoir étudié les différents modèles et afin de préserver le consensus existant concernant les thèmes européens, nous avons décidé ceci: un commissaire allait représenter, pour ainsi dire, la famille politique du parti au pouvoir au gouvernement, et l'autre allait représenter l'opposition.

[Cristina Blanco Sío-López] «Quels arguments ont été décisifs pour votre nomination et celle d'Abel Matutes?

[Manuel Marín González] À mon avis, la proposition faite par Fraga, le représentant de l'AP, a été décisive.

4. Expérience de l'élaboration des politiques publiques communautaires en tant que commissaire européen

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous nous parler à présent d'un sujet pour lequel vous avez beaucoup lutté: la création et le démarrage du programme Erasmus, auquel vous avez contribué activement? Pourriez-vous aussi évoquer cet épisode où il était question de retirer cette proposition au Conseil?

[Manuel Marín González] Nous l'avons bel et bien retirée. C'était un programme... cela me fait penser à tous ces débats actuels sur la façon d'intéresser les citoyens. À l'époque, on a lancé deux programmes essentiels qu'on a oubliés. Alors qu'aujourd'hui on parle tant du déficit de l'information démocratique (des arguments que je rejette complètement mais qui viennent surtout des débats de la science politique), il faut savoir que c'est à ce moment-là qu'on a fait l'Europe des citoyens, avec le slogan «Yes for Europe»: depuis le lancement de l'idée de rebaptiser le Tour de l'Avenir en Tour de la Communauté européenne – dont je me rappelle que, la première année, le vainqueur a été Miguel Induráin, futur grand champion du Tour de France – jusqu'à toute une série d'activités destinées à promouvoir l'idée d'Europe. Le programme Erasmus était [une] de ces activités. Nous l'avons présenté au Conseil des ministres, en particulier [aux] Britanniques, [à] M^{me} Thatcher. Celle-ci n'était absolument pas tentée par la possibilité de laisser l'Europe légiférer sur les universités. En fait, notre intention n'était pas de légiférer sur les universités. Ce que nous voulions, c'était mettre un terme aux systèmes nationaux de validation des titres et diplômes qui, en réalité, ne faisaient que morceler la mobilité des étudiants. Nous voulions donc miser sur l'autonomie des universités: nous voulions que les universités, non plus les gouvernements, déterminent les titres et la valeur des crédits académiques, et que cela permette aux États membre de donner un peu d'argent à l'Union européenne pour favoriser la [mobilité], les familles investissant ce qu'elles pouvaient: tel était le concept d'Erasmus. Nous avons donc présenté Erasmus au Conseil et nous nous sommes rendu compte que (c'était la présidence britannique)... Je me souviens que la sous-secrétaire est presque tombée en syncope. D'un moment à l'autre, elle nous a complètement changé le programme, qui n'était pourtant pas très coûteux. Je crois qu'elle a proposé de mettre 30 millions d'euros, ce qui était un montant insignifiant pour l'ensemble de l'Union européenne. Je me suis levé, j'ai appelé Jacques Delors et je lui ai dit: «Dis, Jacques, on a un très grave problème. Ce programme qui était si important pour nous et bénéficiait d'un important soutien de la part de tous les États membres, moins deux – la France, qui considérait que l'éducation et la culture n'étaient pas des compétences communautaires, et le Royaume-Uni, qui par définition, avec Thatcher, s'opposait à tout à l'époque –, ce programme nous a été complètement changé. Surtout, on en a fait un instrument d'élément de soutien financier qui fera qu'en pratique nous devons accorder deux, trois, quatre, cinq bourses... Cela n'est pas possible. Que faisons-nous?». [Il m'a répondu]: «Eh bien, je te propose de retirer le programme». C'est la première fois que la Commission retire un règlement du Conseil des ministres. «Messieurs, si c'est ce que voulez, nous allons vous débarrasser du programme, et nous tenons à le faire avant que vous n'en altériez l'objectif et que vous ne le transformiez en un programme impossible à développer à cause du manque de moyens financiers». Il y avait pourtant des moyens financiers; nous n'étions pas dans le cas, qui s'était déjà produit quelques fois, où la Commission européenne demandait des fonds dépassant de loin le budget. Non, l'argent était déjà prévu dans le budget. En vérité, ils ne voulaient pas que nous en disposions. Nous avons donc retiré le programme. Ensuite, nous avons convoqué tous les recteurs des universités. Ceux-ci, de toute évidence, ont réussi à exercer de fortes pressions sur leurs ministres en leur tenant ce discours: «Écoutez, Monsieur, ce n'est pas vrai que la Commission veut gaspiller de l'argent (on dit toujours cela de Bruxelles: “ils veulent gaspiller”), non, le fait est que l'argent est déjà là». Ils refusaient toujours. Une bataille très intéressante a alors commencé. Nous avons eu de la chance, car, peu après, le ministre de l'éducation du Royaume-Uni a changé. M^{me} Thatcher a fait une erreur, car le nouveau ministre de l'éducation n'était autre que Chris Patten, l'actuel recteur de l'université

d'Oxford, qui nous a énormément aidés. En France, ils ont nommé au poste de ministre de l'éducation l'homme qui avait été président du Sénat [René Monory]^[1], un démocrate-chrétien de l'ancienne école et fervent européeniste. Ces deux ministres ont alors passé outre les ordres reçus de leur capitale respective, et ont dûment présenté les choses après avoir compris qu'ils devaient collaborer: «Je n'ai pas pu résister, j'étais en minorité». Après avoir un peu rejeté la faute sur la Commission, ils sont sortis. C'est ainsi que le projet a finalement abouti.

[Cristina Blanco Sío-López] Si vous le voulez bien, parlons maintenant d'un autre secteur, la pêche. Pourriez-vous nous confier vos impressions et votre expérience en tant que commissaire européen en charge de la pêche, compte tenu du poste de secrétaire d'État à la pêche que vous aviez exercé antérieurement en Espagne?

[Manuel Marín González] À vrai dire, cela a été un travail vraiment difficile. En termes économiques, la pêche ne représentait pas grand-chose. En Espagne, qui était le grand pays de la pêche, ce secteur n'arrivait même pas à 1 % du PIB, ce qui est vraiment très peu. Toutefois, le niveau de conflit était énorme, entre autres parce que le pêcheur est le dernier prédateur libre de la planète. La chasse est entièrement réglementée, avec des périodes déterminées, des réserves, des législations qui interdisent, etc. Pour la mer, ce n'était pas le cas. Comme on était libre sur la mer, on y exprimait librement ses sentiments et ses émotions – en termes de pêche –, cela où qu'on soit, avec les conséquences que nous connaissons: les stocks de poissons ont diminué énormément, et cela a posé un problème difficile, très difficile à traiter. J'ai essayé de rationaliser l'approche en intégrant beaucoup d'éléments scientifiques aux décisions; en coulisses, on se méfiait toujours de moi: «Attention, c'est un Espagnol, il représente l'Armada espagnole» (un des mythes de l'Europe). J'ai tenté d'éviter ces pièges du mieux que j'ai pu. Quoi qu'il en soit, nous avons réussi à conclure une bonne vingtaine d'accords de pêche avec le Maroc, surtout avec des pays africains, des pays latino-américains, les pêcheurs de thons d'aujourd'hui, les Seychelles, l'île Maurice, ... toute cette zone. Il faut dire que le problème des ressources marines est un problème de [durabilité] environnementale très grave. Quant aux ministres de la pêche – c'est une leçon que j'ai bien apprise –, très souvent ils étaient tout à fait d'accord avec mes propositions, mais disaient tout à fait le contraire en conférence de presse. C'était un travail qui, à l'occasion, pouvait s'avérer très ingrat.

[Cristina Blanco Sío-López] La réaction qui consister à rejeter la faute sur l'Europe quand quelque chose ne va pas...

[Manuel Marín González] Exactement. Dès que quelque chose ne fonctionnait pas, c'était l'Europe. Qui plus est, quand nous avons réalisé le premier essai de suivi par satellite avec GPS, un programme communautaire, nous avons pu démontrer ceci: afin d'éviter tout problème et conflit (concernant la localisation des bateaux dans le box respectif), nous avons mené avec la marine portugaise un programme qui permettait en effet, grâce au satellite et au GPS – une nouvelle technologie à l'époque – de suivre avec précision toute la navigation du bateau de pêche. Nous sommes allés au Conseil des ministres présenter ce programme. Nous étions connectés directement au Centre de commandement de la marine de Lisbonne, qui nous donnait les caps suivis dans les eaux de la mer du Nord. Les ministres ont trouvé le programme tellement efficace qu'ils l'ont refusé. La raison en est que si tout cela avait dû être publié, cela aurait entraîné notre ruine politique parce que tout le monde allait constater que les règles communautaires n'étaient pas respectées dans ce domaine. Tout cela était très difficile.

[Cristina Blanco Sío-López] En 1989, vous avez signé la convention de Lomé, un accord à partir duquel la Communauté a adopté en 1991 une résolution sur les droits de l'homme, la démocratie et le développement visant à appliquer le principe de conditionnalité pour l'octroi d'aides. À cet égard, j'aurais cette question: d'après vous, quel est le rôle de la Communauté dans la défense des droits de l'homme au niveau international, comment cette conditionnalité est-elle appliquée, etc.?

[Manuel Marín González] «Cela a été une réalisation importante. J'en suis très fier parce que c'était la première fois qu'on insérait dans un accord international ce que l'on appellera plus tard la clause démocratique. Les pays ACP, évidemment, n'en voulaient pas, prétendant que nous voulions leur imposer cette clause parce qu'ils étaient des pays pauvres, du tiers-monde. Mais il n'en était rien. En effet, dans tous les accords internationaux, y compris dans le traité de Maastricht, la clause des droits de l'homme commençait à être considérée comme une référence obligée, ce qui n'a fait que se confirmer par la suite. La période de la guerre froide tirait à sa fin, l'Union soviétique s'était déjà effondrée, on avait vu la chute du mur de Berlin, autant de bouleversements. Nous avons alors pensé qu'un élément devait définir l'identité européenne dans un système de valeurs. Cet élément était la clause des droits de l'homme, qui a donc été incorporée aux accords. Je sais bien que, par la suite, l'idée d'origine a été un peu altérée puisque, en fin de compte, nous utilisons deux poids et deux mesures. Telle est la réalité actuelle mais, à l'époque, nous avions l'impression qu'il s'agissait d'une cause noble et qu'elle valait la peine qu'on lutte pour elle. C'est pourquoi nous avons agi comme nous l'avons fait.

5. Sens et conséquences de la chute du mur de Berlin, et impact de l'élargissement de l'Union européenne vers l'Est

[Cristina Blanco Sío-López] Diriez-vous que la fin de la guerre froide a instauré un contexte de redéfinition des valeurs éthiques?

[Manuel Marín González] Certainement. Il faut savoir que jusqu'au moment où les Européens ont perdu «leur dignité» pendant la guerre de Yougoslavie, c'est-à-dire entre 1989, année de la chute du mur de Berlin, et 1992, début de cette guerre – le premier bombardement de l'OTAN intervenant en 1995 –, il y a eu trois années très spéciales: après l'explosion de joie consécutive à la chute du mur de Berlin, on a parlé des «dividendes de la paix», on a dit que nous entrions dans une ère différente, que la période que nous allions vivre allait être radicalement différente. Puis est arrivé Clinton, avec cette capacité qu'il avait de convoquer les grands sommets de chefs d'État et de gouvernement; l'APEC [Coopération économique Asie-Pacifique] est née, l'ASEM [Rencontre Asie-Europe] est née, tout le monde bougeait. Tout cela donnait l'impression que nous avions trouvé une solution pour la planète Terre...

[Cristina Blanco Sío-López] Et que s'est-il passé?

[Manuel Marín González] Tout bonnement, à l'heure de vérité, on a compris que les choses n'étaient pas si simples. À ce moment, l'ancien système de relations internationales de la guerre froide a disparu, les anciennes querelles ont changé, mais nous nous sommes rendu compte que l'affrontement idéologique a commencé à se transformer en affrontement identitaire, et nous sommes arrivés à une situation où l'on se demandait: «Mon Dieu, est-ce vraiment possible?». Quand on évoquait le nettoyage ethnique – et je le dis avec chagrin –, nous disions tous que ce genre de chose ne pouvait arriver qu'entre le Rwanda et le Burundi, entre les Hutus et les Tutsis; nous haussions les épaules comme pour dire: «Dans une certaine mesure, c'est logique». Eh bien non, un effroyable nettoyage ethnique s'est déroulé dans les Balkans, en Bosnie, c'est-à-dire à seulement une heure de Madrid ou une heure et demie de Bruxelles. Nous, les Européens, nous ne faisons rien et nous avons dû essayer de convaincre les Américains de favoriser l'intervention de l'OTAN en 1995. Mais entre 1992 et 1995, nous n'avons rien fait, en tout cas nous n'avons pas posé d'acte politique ferme pour arrêter ce nettoyage ethnique.

[Cristina Blanco Sío-López] Compte tenu de cela, diriez-vous que le projet d'élargissement vers les pays d'Europe centrale et orientale était en quelque sorte une façon de chercher à redonner un tour positif à la situation?

[Manuel Marín González] Non, l'élargissement était nécessaire. Je veux dire que ces pays avaient parfaitement le droit de devenir des États membres de l'Union européenne.

[Cristina Blanco Sío-López] Le retour à l'Europe dont vous parliez précédemment...

[Manuel Marín González] C'est exactement ça. Ces pays formaient l'Europe centrale. De plus, leur dignité nationale avait beaucoup souffert. Pour eux, l'élargissement signifiait aussi la récupération de l'Europe d'avant Yalta, si je peux m'exprimer ainsi. Maintenant que nous avons vécu l'affaire du président polonais et celles des fosses de Katyn, nous comprenons bien pourquoi ces pays voulaient le retour à l'Europe: pour récupérer aussi un ancrage qui allait leur permettre de tourner la page après quarante années d'oppression.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment l'élargissement modifie-t-il le centre de gravité de l'Europe, par exemple, après l'élargissement vers le Sud?

[Manuel Marín González] D'une façon fondamentale. En effet, nous savions tous que l'Union européenne avait des possibilités de s'étendre vers le Centre et l'Est, pas vers le Sud. Cela a constitué un changement fondamental, car il nous a fait entrer dans le débat relatif aux limites géographiques. À ce sujet, j'ignore si la Turquie finira par entrer dans l'UE ou non, cela fait partie de ce débat. Maintenant que la Hongrie est membre, je suppose que les autres pays des Balkans – Croatie, Bosnie et Serbie – finiront aussi par le devenir. Après, il faudra examiner les cas de l'Ukraine, de la Biélorussie et de la Moldavie. Je parle en fait de toute l'Europe sauf de la Russie, qui de toute évidence ne voudra jamais adhérer à l'UE, car elle veut rester à elle seule une grande puissance. Nous nous lançons dans ce débat des limites de l'Union européenne mais je suppose qu'un jour il faudra envisager les choses avec réalisme et se dire: «L'Europe est aussi un modèle fermé».

[Cristina Blanco Sío-López] Avec ses frontières...

[Manuel Marín González] C'est exact, avec ses frontières. En ce sens, l'adhésion de ces pays est donc une évolution logique.

[Cristina Blanco Sío-López] Selon vous, quel impact les élargissements ont-ils eu sur l'Espagne?

[Manuel Marín González] Je pense qu'il n'y a pas eu d'impact particulier. Il est probable que de nouvelles possibilités économiques se sont ouvertes pour travailler avec les nouveaux États membres... Certaines entreprises espagnoles travaillent de façon très active avec ces pays et y réalisent des investissements. Pour les nouveaux États membres, nous sommes un modèle en matière d'utilisation des fonds structurels. Je me souviens que leurs représentants venaient souvent ici pour nous demander comment nous y étions arrivé et ainsi de suite. Des enseignements sont donc tirés de notre expérience. L'Espagne se trouve en phase de situation progressive de l'aide: normalement, en 2012, nous cesserons d'être des bénéficiaires nets. À ce moment, toute la générosité, la solidarité et l'aide financière que nous avons reçues de l'Europe pendant toutes ces années, nous devons commencer à la rendre, à devenir des contributeurs nets, ce qui est une évolution logique. Et j'explique cela sans aucune pudeur. L'Europe nous a offert le train à grande vitesse (AVE) et les autoroutes. Dorénavant, nous devons puiser dans nos impôts pour permettre à ceux qui en ont besoin de bénéficier de la même solidarité dont nous avons nous-mêmes profité...

[Cristina Blanco Sío-López] C'est très juste.

[Manuel Marín González] Il me semble bien. Je trouve évidemment tout à fait normal que l'on ait créé un paquet financier pour aider la Grèce. Je crois en effet que l'Union européenne doit pouvoir s'appuyer sur le principe de solidarité.

6. Le rôle de l'Espagne dans la relation entre l'Amérique latine et l'Union européenne et dans les processus d'intégration du sous-continent américain

[Cristina Blanco Sío-López] Sachant que vous avez assumé la fonction de commissaire à la coopération et au développement en 1993, je voudrais que nous parlions maintenant d'une autre région du monde. Concernant la relation entre l'Union européenne et l'Amérique latine, quel a été le rôle de l'Espagne en tant que médiateur?

[Manuel Marín González] L'Espagne a joué un rôle important à ce moment... Traditionnellement, l'Asie et l'Amérique latine étaient des éléments marginaux de la structure de travail des politiques de coopération. C'est pourquoi nous leur avons dit ceci: «nous allons séparer la réalité asiatique de celle de l'Amérique latine parce que, de toute évidence, elles n'ont rien à voir entre elles». C'est ainsi que nous avons séparé les lignes budgétaires et les directions générales. Le but était de donner un profil différencié à l'Amérique latine. Ce but a été atteint. Ensuite, nous avons lancé une série d'initiatives, dont certaines ont fonctionné et d'autres non, comme cela arrive habituellement. Je pense surtout au sommet de 1995, qui a vu la mise en place de l'association stratégique entre l'Union européenne et l'Amérique latine, une référence dans les pays émergents. C'étaient de nouveau les «dividendes de la paix», le régionalisme ouvert, cette période de trois ou quatre ans pendant laquelle nous pensions que le monde avait réellement changé grâce à la société de l'information, à la croissance mondiale, à l'expansion économique... L'Amérique latine – en tous cas une partie de ses pays – a commencé à se positionner comme un continent émergent. À ce moment, le pari contenu dans le traité de libre-échange conclu entre Clinton et le gouvernement mexicain, avec Salinas à sa tête, a eu l'effet d'élever le Mexique à un statut de pays, disons, de premier niveau. Par la suite, les circonstances ont prouvé qu'il était difficile de se situer à ce niveau... Cela me fait penser à l'Argentine, à ces histoires de dollarisation, aux gens qui se sont dit que si le dollar devenait leur monnaie nationale, ils deviendraient eux-mêmes comparables aux Nord-Américains. Cela semble puéril mais des décisions ont été prises dans cet esprit. Nous avons lancé plusieurs initiatives, parmi lesquelles n'ont abouti que le traité de libre-échange avec le Mexique et l'accord avec le Chili, jusqu'à ce que j'arrête. L'accord avec le Mercosur n'a pu se concrétiser à cause des différences – à mon avis – fondamentales qu'il y avait entre l'Argentine et le Brésil, des différences qui rendaient ce projet très difficile à réaliser. Nous avons donné aux politiques de coopération un élan très fort: c'est le maximum que nous avons pu faire.

[Cristina Blanco Sío-López] Et pour ce qui est des projets d'intégration régionale, comment envisagez-vous le rôle du Mercosur ou de l'organisation...?

[Manuel Marín González] Nous avons fait un gros travail de développement à l'époque: c'était l'époque des grands traités, du modèle nord-américain d'accords unilatéraux visant à l'adhésion au traité de libre-échange. Quant à nous, notre vision était ce que nous appelions le régionalisme ouvert. Il y a une chose qui n'a pas été facile à comprendre ici: l'Amérique latine est un concept unitaire dans les domaines historique, linguistique et culturel mais, sur place, il y a diverses Amériques latines. C'est pourquoi nous avons voulu favoriser son intégration par espaces régionaux. Nous avons alors élaboré cette doctrine du régionalisme ouvert: des espaces régionaux

ont été créés dans diverses parties du monde, à l'image de ce que l'on voyait dans l'Union européenne. Dans le cadre de ce régionalisme ouvert, participatif et favorable au libre-échange, à la libre circulation, à la société de l'information, etc., des accords ont été établis pour permettre une plus grande stabilité au niveau mondial. Tel était le plan à suivre. Toutefois, ce plan ne s'est pas concrétisé, car le Mercosur, au plan institutionnel, a très vite cessé de fonctionner. Le traité d'Asunción n'a pas été appliqué, cela parce qu'ils ont créé la Cour de justice. Cette institution, ils ont eu une occasion unique de la mettre en marche à cause du différend apparu au sujet des exportations argentines de produits laitiers (lait, yaourts, etc.) contre lesquelles les Brésiliens ont établi de façon unilatérale une barrière tarifaire très élevée. La réponse de Menem a été celle-ci: «Très bien. De mon côté, je vous mets une taxe de presque 40 % sur vos exportations de voitures», ce qui était absurde. Donc, au lieu de dire: «Bon, puisque nous ne nous mettons pas d'accord, allons à la Cour de justice et attendons son jugement» – ce qui est la procédure suivie dans un système supranational, le système européen –, ils ont décidé que ce serait un groupe de l'OMC à Genève, donc un organisme extérieur, qui déterminerait les dispositions applicables. Ce faisant, ils ont reconnu que leur union douanière ne pouvait fonctionner: par définition, l'institution d'une union douanière n'a pas besoin d'un arbitrage externe, elle doit l'assurer elle-même. Bien que cette institution existait, elle n'a jamais fonctionné de cette façon. Voilà l'explication. À partir de ce moment, le Mercosur a commencé à être considéré comme une union douanière. Toutefois, en réalité, cette union douanière n'était pas gérée par une autorité commune, la Commission commerciale – installée dans un splendide hôtel moderniste dans la baie de Montevideo, près de Carrasco – mais par les intérêts de quatre administrations nationales.

[Cristina Blanco Sío-López] Et que pouvez-vous nous dire du cas de l'Organisation des États américains?

[Manuel Marín González] Eh bien, nous avons beaucoup collaboré avec elle, et ce dès l'époque de César Gaviria. Nous avons réalisé des opérations de déminage qui, à mon sens, n'ont pas été des plus remarquables ni des plus réussies, surtout parce que nous nous occupions des travaux d'après-guerre du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua. Nous avons beaucoup travaillé avec l'OEA et cela n'a pas été facile du tout: il a fallu mener des négociations très délicates, avec des résultats positifs et parfois moins positifs.

7. La politique étrangère et de sécurité commune (PESC) et la coopération au développement dans le cadre de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pourriez-vous nous expliquer quelles sont, à votre avis, les idées d'une politique européenne de coopération au développement en tant qu'élément de la politique étrangère et de sécurité commune?

[Manuel Marín González] Cette politique a déjà été établie dans le traité de Maastricht. C'était la première fois que la coopération au développement recevait, du moins en termes d'objectifs, une orientation communautaire et une personnalité propre. Mais il ne fait aucun doute qu'il s'agit d'un instrument supplémentaire dont dispose l'Union européenne pour jouer le rôle qu'on attend d'elle aujourd'hui, celui d'un acteur international. Nous sommes en effet le principal donateur d'aide alimentaire, d'aide humanitaire, ainsi que dans le domaine de la coopération au développement. Sur ce front, nous sommes toujours un peu en concurrence avec le Japon. Selon moi, cette politique met en évidence une facette de l'identité européenne: un sens très profond de la solidarité et de la générosité. Il faut savoir que, parmi les organisations non gouvernementales les plus puissantes du monde, il y a en beaucoup qui sont européennes. Cette puissance vient des fonds qu'elles reçoivent

directement. Et c'est une très bonne chose.

8. La politique euro-méditerranéenne et le dialogue interculturel

[Cristina Blanco Sío-López] Quelle est votre position par rapport à la politique euro-méditerranéenne?

[Manuel Marín González] Nous avons accompli un effort colossal pour le processus de Barcelone. Ce processus a progressé à travers des accords bilatéraux avec la Tunisie, le Maroc, l'Égypte, la Jordanie et Israël. Nous sommes progressivement parvenus à les conclure tous mais nous avons alors buté sur un problème à régler qui risque de devenir un problème éternel: le conflit entre Israéliens et Palestiniens. Lorsque le processus de Barcelone a démarré, comme nous vivions dans l'euphorie des accords d'Oslo, du Caire et de Washington, nous avions l'impression d'avoir trouvé la solution; l'avenir démentira cette impression. En deux ou trois ans, le phénomène inverse s'est produit: le conflit entre Israéliens et Palestiniens, surtout après l'assassinat de Rabin, a connu un point d'inflexion. Ce conflit a fini par influencer le processus de Barcelone. Il devenait impossible de tenir les réunions sectorielles parce que, en général, les Arabes ne voulaient rencontrer les Israéliens à aucun niveau. Ils refusaient de coopérer tant qu'Israël ne revenait pas sur les accords de Washington, d'Oslo et du Caire. Tout cela a été très difficile. Plus tard, avec l'arrivée de Netanyahu, ça a été le bouquet: Israël, ou plutôt le gouvernement de Netanyahu, a fait le maximum pour faire capoter le processus de Barcelone, qu'il trouvait très gênant. C'est pour cela qu'ils disaient toujours: «Non, le problème, c'est que les Européens sont pro-palestiniens». Ce n'est pas vrai, nous ne sommes pas pro-palestiniens; le problème vient du fait que ce gouvernement agissait de façon extrêmement incorrecte à de nombreux égards. Par la suite, nous avons eu des incidents considérables et les Français se sont fâchés. À un moment, Chirac allait entrer dans le bâtiment de l'Alliance française à Tel Aviv, je crois, ou à Jérusalem. Deux militaires de l'armée israélienne allaient entrer à leur tour pour assurer sa protection, quand Chirac s'est retourné et, sur un ton irrité, leur a dit: «Non, allez-vous en. Nous sommes ici en territoire français et je n'ai pas besoin de votre aide». Il manifestait ainsi son malaise. Nous avons monté un projet très coûteux avec Électricité de France afin de refaire tout le système électrique depuis le Liban, du nord (la vallée de la Bekaa) jusqu'au sud. Un jour, le gouvernement israélien – avec Shimon Peres comme ministre de la défense, contre qui nous nous sommes fort fâchés – a décidé que les câbles électriques qui avaient été placés servaient à alimenter les missiles et autres armes du Hezbollah. Trois hélicoptères armés sont arrivés et ont détruit tous les pylônes électriques. Des conflits de ce type ont alors commencé à apparaître. En revanche, je garde des [souvenirs] très heureux de cette période. J'admirais beaucoup Yitzhak Rabin. C'était un militaire, un général qui était prêt à faire le référendum pour le retrait du Liban – et il l'aurait remporté – et à rechercher une solution internationale pour le plateau du Golan. Il avait déjà trouvé un accord tripartite pour l'utilisation de l'eau avec les Turcs: ceux-ci allaient dévier de l'eau de leurs rivières par un canal débouchant en Cisjordanie, ce qui allait permettre d'atteindre un équilibre. En fait, c'est probablement parce qu'il savait précisément ce qu'il voulait faire qu'il a été tué. Cet acte a marqué un tournant.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment voyez-vous aujourd'hui l'avenir du processus de Barcelone, de la politique méditerranéenne?

[Manuel Marín González] La situation a déjà changé. Le processus s'appelle maintenant l'Union pour la Méditerranée, d'après le nouveau projet lancé par Sarkozy. Nous allons voir comment les choses vont évoluer en juin. Le dernier sommet des chefs d'État et de gouvernement qui aurait dû être organisé, avec les présidents Moubarak et Sarkozy, aurait dû se tenir au Caire. Il n'a cependant

pas eu lieu à cause de la guerre à Gaza, la dernière, c'est-à-dire l'invasion de Gaza par l'armée israélienne. Ce sommet a donc été reporté au mois de juin. D'ici le mois de juin, il va arriver quelque chose. Sinon, je crains qu'on entende à nouveau ceci: «Si Israël est là, je n'y vais pas». Que les dirigeants arabes ne veulent pas être photographiés à côté de Netanyahu, j'en suis tout à fait convaincu.

[Cristina Blanco Sío-López] A-t-on accompli des progrès dans le domaine du dialogue interculturel, de l'intégration régionale?

[Manuel Marín González] Oui, dans ce domaine, c'est le cas. Je crois même que les progrès ont été considérables. La période initiale a cependant été très difficile. Mais nous avons avancé, cela est incontestable. Nous n'avons pas encore atteint la stabilité mais il n'y a actuellement [aucun] pays méditerranéen dont la situation soit critique quant aux relations avec l'un ou l'autre pays européen. Des problèmes existent bien sûr concernant certaines positions radicales, notamment en rapport avec le cas des caricatures de Mahomet et du journal danois. Toutefois, de façon générale, la situation est assez bien normalisée. Je ne vois aucun exemple de situation difficile, de tension.

9. Les relations entre l'Union européenne et l'ANASE

[Cristina Blanco Sío-López] Si vous le voulez bien, abordons maintenant la région Asie-Pacifique. Vous avez travaillé pour favoriser le développement des relations entre l'Union européenne et la région Asie-Pacifique. D'après vous, quelles avancées ont été faites dans le domaine de la durabilité écologique, du développement durable?

[Manuel Marín González] En fait, moi, je me suis occupé du volet ANASE. Nous avons alors mis en marche l'ASEM, la rencontre tenue entre les chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne et leurs homologues de l'ANASE. Je me suis également chargé des relations avec l'Inde et le Pakistan, très difficiles dans ce dernier cas, à l'époque de M^{me} Bhutto. J'ai l'impression que M^{me} Bhutto est la femme qui m'a le plus mal traité de toute ma vie. À ce moment, l'Angleterre accueillait un championnat d'Europe ou du monde – je ne m'en souviens plus – de football. C'est alors que la BBC a sorti ce reportage où l'on voyait des enfants pakistanais, attachés par une chaîne autour de la cheville, en train de coudre justement les ballons utilisés dans ce championnat. Cette affaire a été un scandale énorme [pour] l'OIT, en fait [pour] tout le monde. La décision a alors été prise de suspendre l'accord de coopération avec le Pakistan. De ce fait, les Pakistanais n'ont plus pu exporter vers l'Europe ce qu'ils font le mieux, les tapis, surtout ceux en fils de soie. Ils utilisaient des enfants – disaient-ils – pour fabriquer les fils de soie, car les enfants, avec leurs doigts plus fins, arrivaient à faire les nœuds plus rapidement... Par la suite, les grandes multinationales qui fabriquaient les ballons et les chaussures de football allaient faire marche arrière en adhérant aux codes de conduite de l'OIT et en s'engageant ainsi à ne plus utiliser de femmes ni d'enfants dans la fabrication. Bien sûr, quelqu'un devait se rendre au Pakistan pour annoncer la mauvaise nouvelle, et c'est moi qui ai dû m'en charger. C'est l'occasion d'évoquer une autre caractéristique du travail à Bruxelles: lorsqu'il s'agit d'aller porter une mauvaise nouvelle, en général, le ministre qui est censé vous accompagner a un agenda très chargé, il a d'autres engagements... Alors, que le commissaire y aille. Dans ces circonstances, vous devenez une personne très compétente, qui ne doit pas nécessairement se faire accompagner du ministre. Voilà une autre chose que j'ai apprise là-bas: la facilité déconcertante avec laquelle, très souvent, les gouvernements se débarrassent de certains problèmes. Je suis donc arrivé au Pakistan pour voir M^{me} Bhutto. Figurez-vous que cette entrevue a duré cinq minutes en tout et pour tout! Cette dame m'a dit des choses affreuses, puis a conclu sur

un: “*Well, that’s all*”. Elle est restée ainsi à me fixer, sans plus ouvrir la bouche, et je n’ai plus eu qu’à partir. Elle a dû le regretter, car dans la soirée elle m’a fait appeler à l’hôtel et, déjà assez tard, m’a invité à boire un Coca-Cola ou quelque chose comme ça – elle buvait du Coca-Cola.

L’ambiance s’est détendue et M^{me} Bhutto s’est montrée intéressée par les quarante inspecteurs de l’OIT dont l’Union européenne allait financer le voyage au Pakistan et le travail de vérification dans les fabriques de tapis et, surtout, dans celles de ballons de football. Je reviens à votre question d’origine... Il faut savoir que l’Asie présente des facettes multiples: il y a la Chine, le Japon, les pays de l’ANASE, et ceux, disons, de l’ASADEC, qui sont l’Inde, le Pakistan et le Sri Lanka. Qu’avons-nous apporté là-bas? En réalité, il était difficile d’apporter quelque chose. Ce que nous avons essayé de faire, c’était de configurer un cadre pour un certain type de relations. En effet, prévoyant que nous allions arriver avec le thème de la clause démocratique, les Asiatiques ont tenu ce discours: «Non, si vous le voulez, nous allons avoir une discussion, parce que nous, nous défendons les valeurs asiatiques». Et dans les valeurs asiatiques, l’économie passe avant la démocratie. Le premier droit de l’homme qui existe est que la population ait à manger, qu’elle progresse économiquement, qu’elle ait un niveau de vie similaire au niveau de vie de l’Europe. Par conséquent, la logique des valeurs asiatiques consiste à assurer d’abord le développement économique puis à se préoccuper d’arriver à des normes démocratiques telles que nous les avons en Europe. Voilà ce qu’ils appelaient, à l’époque, les valeurs asiatiques. Le débat a donc coïncé dès le début.

10. Expérience en tant que président de la Commission européenne dans le contexte de la «Commission Santer»

[Cristina Blanco Sío-López] Pour changer complètement de sujet, pourriez-vous évoquer les quatre mois que vous avez vécus à la présidence de la Commission européenne en 1999?

[Manuel Marín González] Cela a été une période affreuse. Je crois que j’ai pris là la plus mauvaise décision de ma vie. Si je dis cela, c’est d’abord parce que certains Premiers ministres et chefs de gouvernement ont beaucoup fait pression sur moi. En effet, la moitié de la Commission avait dit ceci: «Écoutez, c’est inutile. Les relations avec le Parlement européen se sont dégradées à un tel point... Mais nous ne sommes pas non plus si mauvais, si corrompus, si gaspilleurs, toutes ces choses qu’on a dites sur nous... En fait, moi, j’ai reçu une offre d’un tel... moi, j’ai une autre offre...» Et tout le monde est parti. En plus, certains voulaient se présenter aux élections au Parlement européen pour prouver qu’ils pouvaient continuer à se présenter aux élections: Santer lui-même s’est présenté, Emma Bonino s’est présentée, beaucoup de monde... c’est ainsi que nous nous sommes retrouvés à cinq ou six, pour parler sans ambages. Étant donné que j’étais le plus ancien et le premier vice-président, plusieurs chefs de gouvernement m’ont appelé et je me suis retrouvé dans une sympathique opération montée par M. Dehaene, Premier ministre belge, dans la tribune [du stade] de football du Heysel. C’est ainsi que cela s’est passé: il m’a invité au football mais ce n’était pas vraiment pour voir du football [...]. Une fois dans la tribune, on m’a appelé par téléphone. On m’a convaincu de poser un acte de responsabilité et d’assurer la transition jusqu’à l’arrivée de quelqu’un d’autre. On ignorait qui serait le nouveau président de la Commission; ce sera Prodi. J’ai ensuite eu une entrevue, puis deux, avec Prodi et je lui ai dit ceci: «Bon, je vais faire le travail qu’on m’a demandé mais je trouve que tout cela est une énorme injustice, car Santer ne mérite pas d’être traité ainsi». Cela me semble complètement injuste. Du point de vue politique, on peut trouver que c’est un homme très doué ou pas doué, avec plus ou moins de force, mais cet homme ne correspond pas à la description faite par le Parlement européen, dont tous les membres, ou presque, cherchaient à se représenter sur les listes et à se faire un nom dans leur presse nationale respective. En fin de compte, je suis resté et j’ai signé les 27 prétendus cas de corruption, de gaspillage. En fait, il s’est

passé une chose terrible, mais elle doit être dite: ces 27 cas, je les ai soumis – parce qu'on me l'a demandé – à la [Cour d'appel] de Bruxelles. J'ai présidé les comités de discipline, et les 27 cas se sont soldés par un non-lieu pour absence de fondement. Il est vrai que certains des cas n'étaient que de la critique politique gonflée, notamment par la presse à sensation violemment antieuropéenne... Comme je vous le disais, cela a été une très mauvaise décision de ma part parce que je suis resté quatre mois, presque cinq, à encaisser des critiques et des gifles de tout le monde. Quoi qu'il en soit, j'ai assumé ce travail en me faisant cette réflexion: Mon Dieu, jusqu'où peut se dégrader la politique! Au moins, tous les cas où l'on prétendait impliquer le pauvre Santer ont abouti à la prononciation d'un non-lieu. Les années ont passé, et je me suis déjà demandé si l'un ou l'autre parlementaire allait dire ceci: «Écoutez, nous pourrions peut-être réexaminer un peu ce que nous avons fait avec ce bon Santer, au moins lui écrire une lettre pour lui dire que nous avons été un peu trop loin.» Mais non, il n'y a rien eu. Rien de rien... toute cette affaire a été très injuste.

[Cristina Blanco Sío-López] Comment cette affaire a-t-elle marqué les relations entre le Parlement et la Commission?

[Manuel Marín González] Eh bien, à ce moment, le Parlement européen estimait qu'il devait en faire une grande opération politique visant à déterminer [qu'il assumerait dorénavant le leadership dans la construction européenne. Ainsi, afin de combler le fameux déficit démocratique, le Parlement voulait montrer sa force, ce qui impliquait de faire démissionner la Commission. Aux débuts de la Commission Santer, figurez-vous que cinq commissaires n'ont pas été soumis au vote d'investiture. Cette Commission était donc d'emblée très affaiblie, cela parce que le Parlement européen devait faire montre de son punch. Dans cette législature, le Parlement voulait arriver aux élections de juin 1999 en tant qu'institution influençant le plus le leadership européen. Cela jusqu'au moment où il a dû affronter les États membres, qui n'avaient pas trop à se préoccuper: dès qu'il y a un affrontement avec les États membres, les téléphones se mettent à sonner, puis chacun reste bien tranquille, faut de quoi on ne peut plus figurer dans la prochaine liste électorale. Cela paraît dramatique mais c'est réel, je l'ai vécu. Notez bien, je le dis sans aucune intention de manquer de respect à qui que ce soit et encore moins à l'institution elle-même, mais c'est un peu de cette façon que les choses se passent. Je crois que j'ai un peu perdu le fil de ce que je disais... Nous étions donc arrivés à une situation dans laquelle le Parlement voulait interpréter le leadership, et c'est finalement ainsi que tout a été déterminé. Les parlementaires ont pris une décision très dure, sans fondement ni justification... Il y a eu l'affaire de la maladie de la vache folle... qui a suscité les deux débats. Vous savez que, avant le vote de censure définitif, il y a eu deux votes antérieurs sur la gestion de cette maladie. À cette occasion, l'impuissance du Parlement européen est une fois de plus retombée sur la Commission. Je me rappelle du jour où a été convoqué le ministre britannique de l'agriculture, M. Gummer. Ils auraient dû convoquer le Premier ministre britannique, John Major, avant ce pauvre Santer. Car c'est bien l'administration de ce pays qui avait présenté systématiquement, pour ainsi dire, des certificats vétérinaires ne respectant la norme de fabrication des aliments composés pour bétail, en particulier l'obligation de chauffer ces aliments à 800 °C pour tuer tout virus éventuel. Il est vrai qu'en Europe, nos fonctionnaires avaient acceptés ces certificats, mais ceux-ci avaient été délivrés par le ministère britannique de l'agriculture. Le concept de *faute dans la vigilance* a alors été invoqué. «C'est vrai que cette administration trichait, mais vous auriez dû vous en rendre compte». À quoi il a été répondu ceci: «D'accord, je suis peut-être responsable d'être très naïf ou d'avoir été excessivement... mais c'est l'administration britannique qui est à l'origine de tout cela.» Le gouvernement britannique a alors dit ceci: «Très bien, nous allons comparaître devant le Parlement européen» – je m'en rappelle très bien –, «nos ministres ne vont pas commencer à être contrôlés». C'est alors que le Parlement européen a déchargé toute sa colère sur la Commission européenne. C'est à ce moment que j'ai commencé à comprendre que tout [allait] très mal...

[Cristina Blanco Sío-López] Et dans le cadre du traité de Lisbonne, selon vous, comment ces relations interinstitutionnelles pourraient-elles évoluer?

[Manuel Marín González] Elles se sont améliorées. À mon avis, il est peu probable que le Parlement européen refasse une opération comme celle qui a visé Santer. Du point de vue politique, je ne pense pas qu'il oserait... J'ai parlé en privé avec un grand nombre de ses membres, dont le sentiment s'exprimait ainsi: «Mon Dieu!» Certains m'ont même dit: «Quand je pense à ce que tu as enduré!». C'est vrai, j'ai enduré cette situation, entre autres, parce qu'on m'a attribué des responsabilités que je n'avais pas. Ce sont des choses qui arrivent dans la vie. J'en ai tiré des leçons importantes sur le comportement que, dans des circonstances précises, les institutions communautaires peuvent adopter, ainsi que sur leurs changements de cap souvent dictés par des nécessités profondément locales ou nationales. C'est le pire côté de la chose. J'ai lu une déclaration que Van Rompuy a faite à El País hier ou avant-hier, où il disait: «Somme toute, le pire risque que court l'Union européenne est posé par les populismes nationaux». Très souvent, c'est cela qui tue l'idée de l'intégration. Évidemment, si l'on dit à ses électeurs: «Ceux de Bruxelles, ces bureaucrates sans âme, ces eurocrates qui gagnent beaucoup d'argent et en gaspillent, ils sont corrompus...» Je me rappelle du moment où ce pauvre Santer a subi cette accusation: «Vous avez des plates-formes de prospection pétrolière en Norvège», une histoire abracadabrante qui ne tenait pas debout. Il y a eu un autre cas qui m'a laissé pantois quand j'ai eu à le traiter, et qui m'a fait dire: «Mon Dieu, mais vous êtes devenus... tout cela n'est pas sérieux!». Pour la constitution de la première équipe de sécurité à mettre en place à la Commission européenne, on a demandé de l'aide aux États membres, à quoi on nous a répondu ceci: «Vous n'avez que nous envoyer des policiers de vos pays pour assurer ce service». Je ne le nommerai pas, mais un pays a profité de cette circonstance pour nous envoyer quatre extrémistes d'un parti nationaliste très violent qui existait à ce moment. Le ministre, pour comble, un socialiste et un grand ami à moi – je ne parle pas de l'Espagne –, s'est débarrassé d'eux et nous les a envoyés à Bruxelles. Bien sûr, après un certain temps, nous avons en effet découvert que ces policiers étaient des gens très fascistes, très xénophobes, qui se consacraient à des activités, disons, peu convenables. On a même voulu nous imputer la responsabilité de cette affaire: «Écoutez, le ministre est responsable puisqu'il nous a envoyé ces personnes en sachant qui elles étaient». Il y a eu des cas ridicules, vraiment très ridicules, mais ainsi va la vie...

[Cristina Blanco Sío-López] Quel enseignement en avez-vous tiré?

[Manuel Marín González] L'enseignement personnel qu'on en retire est que, très souvent, la cause pour laquelle on lutte perd son orientation. En effet, à mon sens, il était légitime que le Parlement européen dise: «Nous voulons être le principal représentant de la souveraineté européenne». C'est une position légitime qui prête à débat. De plus, l'histoire a montré, après la crise de la Commission Santer en 1999, que les dernières élections, celles de 1999, celles de 2004 – si je ne m'abuse – et celles de 2009 suscitent de moins en moins la participation des citoyens. Par conséquent, s'il faut s'expliquer sur le déficit démocratique, la question du citoyen européen serait probablement celle-ci: «Expliquez-nous un peu ce qui se passe, puisque c'est vous que nous avons élus». En fait, il y a eu des dysfonctionnements assez importants qui ont généré une situation, laquelle n'a, en définitive, absolument rien apporté. Je ne dis pas cela pour moi, car j'ai complètement surmonté cette étape et, par ailleurs, j'ai eu beaucoup de chance dans la vie. Je suis venu en Espagne, j'ai été président du Congrès, des Cortès générales et j'accomplis maintenant un travail paisible dans une université et dans une fondation privée. En revanche, je tiens à dire qu'on s'est montré injuste, extrêmement injuste avec Jacques Santer. En fait, au vu de tout ce qui s'est passé, je trouve que le Parlement européen aurait peut-être dû s'adresser [à Santer] pour lui dire: «Cher Jacques, nous croyons que nous avons été excessifs et reconnaissons que la «Cour de Bruxelles» n'a trouvé aucun élément de nature délictueuse, d'escroquerie ou de corruption». À mon avis, c'est ce qui aurait été correct. Ne croyez pas pour autant qu'il est facile d'être correct en politique.

11. Le principe de solidarité et la concrétisation d'un projet constitutionnel européen

[Cristina Blanco Sío-López] Vous venez de mentionner votre nouveau travail à la Fondation Iberdrola. Votre travail est basé sur la recherche de stratégies pour élever le bien-être matériel, culturel et intellectuel de notre environnement commun. De ce point de vue, quelles sont, selon vous, les clés permettant d'appliquer un principe de solidarité qui est également important au niveau européen?

[Manuel Marín González] Pour ce qui est du principe de solidarité, je vais évoquer ce qui s'est passé en Grèce. Ce principe est le bienvenu mais il doit aller beaucoup plus [loin] que ce qu'on en fait. À mon sens, s'il n'y a pas plus de solidarité, le problème ne vient ni du Parlement européen ni de la Commission, mais plutôt des États membres. En effet, ceux-ci établissent entre eux des arguments très difficiles à comprendre par l'opinion publique. Je m'explique: la Grèce n'a pas tenu ses engagements, car, pendant des années, elle a envoyé des données économiques et financières falsifiées, apparemment par Lehman Brothers, ce qui est une blague. Quoi qu'il en soit, le gouvernement a mal agi. Ce problème doit cependant être traité en fonction du principe de solidarité et en évitant les humiliations gratuites. C'est un exemple que je donne. C'est pourquoi les déclarations de certains dirigeants allemands, du style «Ils n'ont qu'à vendre des îles», ont suscité un profond sentiment d'offense. Je trouve tout aussi exagérés les propos du vice-président grec Theodoros Pangalos – un homme que je connais très bien –, qui accuse les Allemands de vouloir un peu ranimer le thème de la domination nazie en Grèce, ou les déclarations de certains parlementaires grecs allant dans ce sens: «En réalité, la position allemande est dictée par des signes de racisme et de xénophobie». Si les dirigeants nationaux interprètent de cette façon les problèmes de l'Union européenne, il va devenir très difficile de générer des liens de solidarité...

[Cristina Blanco Sío-López] Comment la solidarité pourrait-elle générer une entente entre les dirigeants nationaux, européens et les citoyens? Comment cela pourrait-il fonctionner?

[Manuel Marín González] Les citoyens de l'Europe... Je commencerai par évoquer un premier point, un grand débat qui avait déjà été lancé avec cette fameuse expression de déficit démocratique, auquel je n'ai jamais cru. À mon avis, le déficit démocratique était une invention qui a duré le temps qu'elle a duré, la preuve étant que plus personne n'en parle. D'ailleurs, la Constitution européenne, qui contenait tous les éléments pour combler ce fameux déficit démocratique, a été rejetée par le «non» français et le «non» néerlandais. Ma foi, si cela avait été un progrès, les citoyens auraient dû y applaudir... Que s'est-il passé en réalité? Il y a eu une lutte entre Fabius et Sarkozy pour voir qui serait le candidat aux présidentielles, un plébiscite contre Chirac, ainsi que l'histoire du plombier polonais et de la directive «services». Aux Pays-Bas, il y a eu l'assassinat de Pim Fortuyn, puis celui de Van Gogh et, encore plus tard, le sujet du fondamentalisme soulevé par le cas de la députée Ali, de Somalie. Tout cela avait-il un rapport avec la Constitution européenne? Non. Si les dirigeants nationaux se mettent à interpréter la construction européenne dans ces termes, il va devenir très difficile d'intéresser le citoyen à l'Europe.

12. Le rôle de l'éducation et des nouvelles technologies de l'information et de la communication pour favoriser une démocratie participative en Europe

[Cristina Blanco Sío-López] Quel rôle les technologies de l'information et de la communication pourraient-elles jouer dans l'atteinte d'un équilibre de communication dans ce domaine?

[Manuel Marín González] Je vais vous livrer mon opinion, car j'ai récemment assisté et participé à des débats universitaires à ce sujet. Les efforts qu'accomplissent actuellement les institutions communautaires et, en particulier, la Commission sont énormes. Il y a à Bruxelles 1 500 médias qui produisent chaque jour des millions de nouvelles relatives à l'Union européenne. Les sites Internet et les pages web des institutions européennes sont les plus puissants au monde: ils travaillent dans 25 langues à la fois et proposent un accès à l'information documentaire et numérique ouvert à tous. Le problème n'est pas de savoir comment accéder à l'information. C'est plutôt l'inverse: l'excès d'informations est un problème. De plus, il faut maintenant tenir compte des réseaux sociaux – les serveurs de Google, Tuenti, Twitter, Facebook, etc. – dont la capacité d'information est devenue un droit individuel. Finalement, le problème de l'information, dans l'Europe où nous vivons, qu'en est-il vraiment? Des problèmes d'information peuvent être ressentis par un habitant du Congo, du Bangladesh, mais en Europe, dans l'Europe communautaire, l'Europe des Vingt-sept, parler de manque d'information est tout simplement grotesque. Je crois que cela ne tient pas debout. Selon mon humble opinion, ce problème relève uniquement du discours politique. La vraie question qui se pose est la suivante: existe-t-il vraiment une opinion publique européenne en tant que bien public européen? Je ne le pense pas. C'est un peu l'expression de ce qui était la théorie de la sphère publique européenne de Habermas, qui a tant influencé les travaux de l'Union européenne ces dernières années. En fait, dans un modèle comme le modèle allemand, la sphère publique fonctionne, mais elle est particulièrement efficace dans le cadre d'un dialogue interactif permanent entre les municipalités, les Länder et le Bund (la Fédération). Cela parce que, voici déjà de nombreuses années, le Tribunal constitutionnel de Karlsruhe (qui est le Tribunal constitutionnel allemand) a établi le principe de loyauté à la Fédération, à l'État et le principe de présomption selon lequel tout conflit interne doit toujours être [réglé] au moyen d'un comportement favorable aux intérêts supérieurs de la Fédération, de l'État. La comparaison nous montre que ce principe n'existe pas dans l'Union européenne. Et tant que ce principe n'existera pas, la situation ne s'améliorera pas. Je vais vous donner quelques exemples: peut-on concevoir ce qui s'est passé en Irlande avec le traité de Nice et la Constitution? L'Irlande est un pays qui est ce qu'il est grâce à l'Europe, le pays qui a été le plus aidé, avec 4 % du PIB presque chaque année, un pays qui a reçu des exonérations fiscales qui lui ont permis de se développer – et je m'en réjouis, car il a atteint un remarquable développement. Ce pays peut-il voter «Non»? Je vous parle du traité de Lisbonne: lorsqu'il s'agit de signer quelque chose, le Premier ministre ne signe pas avec ses collègues, il attend l'après-midi pour aller signer, avec Cameron, en cachette dans un local, parce qu'il a peur que cela nuise à son image. Nous avons donc un Premier ministre qui signe en cachette, qui ne veut pas qu'on le voie; et Cameron, leader de l'opposition, qui dit: «Si j'accède au gouvernement, j'organise un référendum pour rejeter le traité». Si M. Van Rompuy va à Londres pour défendre le traité de Lisbonne, croyez-vous qu'il ait une chance de réussir? Non. Est-ce bien sûr? Je vais vous expliquer un autre cas. Au moment de la présidence tchèque, comment donc le paquet 20/20/20 pouvait-il se consolider – plus tard, il sera adopté sous la présidence française – alors que le président Klaus avait écrit un livre où il remettait complètement en cause le changement climatique? Quant au président en exercice de l'Union européenne, il passe six mois [sans] vouloir ratifier le traité en expliquant que celui-ci est contraire aux intérêts nationaux de son pays. Tout cela s'est vu. Pourquoi? Parce qu'il n'y a pas de loyauté institutionnelle envers la construction européenne. Dans ces conditions, il est impossible que l'opinion publique y réagisse favorablement. Malheureusement, c'est cela qui manque: la loyauté. Qui défend actuellement la construction européenne en tant que projet solide et nécessaire? Personne. J'ai beaucoup d'amis irlandais, avec qui je m'entends très bien. Ces personnes ont eu d'importantes responsabilités au niveau européen, au gouvernement, à la Commission, etc. Leur réaction à tout cela a été la consternation et l'accablement total. Nous n'avons pas vécu cela en Espagne, dont l'Eurobaromètre dit qu'elle est l'un des pays les plus européenistes. C'est logique: l'Espagne ne mord pas la main de celui qui l'a nourrie. Le pays doit à l'Europe une grande partie de son développement économique. Depuis les vingt dernières années, il a reçu des fonds structurels l'équivalent de 1,5 % du PIB. Il est donc normal que l'Espagne soit reconnaissante à l'UE, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'elle soit d'accord avec tout.

[Cristina Blanco Sío-López] À votre avis, comment pourrait-on améliorer cette situation par le biais de l'éducation, des programmes d'enseignement, etc.?

[Manuel Marín González] Les programmes d'enseignement peuvent en effet être mis à profit. On peut, de façon générale, utiliser tout le processus éducatif. Ainsi, je vais souvent dans des écoles pour parler de la Journée de l'Europe et de toutes ces choses. De cette façon, on perçoit le sentiment général. Cependant, quand arrive le moment décisif, comme le citoyen électeur se base beaucoup sur ses attaches idéologiques et politiques, il suivra son dirigeant préféré, même se celui-ci dit: "Cela ne sert à rien du tout, c'est contraire à nos intérêts..." Je retrouve un peu l'expression des vieux routards de Bruxelles. Quand, tout jeune, j'ai débarqué à Bruxelles, on m'a dit: "Tu vas voir. Tu comprendras vite que le principal obstacle à la construction européenne est le *chacun pour soi et tous contre Bruxelles*"; avec cela, tout est dit et c'est évidemment très difficile. Pourquoi a-t-on fait tant de progrès à l'époque de Kohl, de Mitterrand, de Lubbers, de Martens, d'Andreotti, de Felipe, de Cavaco, ce qu'on a appelé les dix années de la "chevauchée européenne"? Parce que c'étaient des dirigeants très engagés dans le projet européen, qui ont également eu cette grande chance: ils développaient leur européanisme d'autant plus qu'ils y étaient obligés par une force d'opposition: M^{me} Thatcher. La grande violence des déclarations d'opposition de M^{me} Thatcher avait pour effet que les autres s'unissaient encore plus. Autre chose: ces Premiers ministres et chefs de gouvernement n'auraient pas dit les choses que beaucoup d'entre eux disent aujourd'hui...

[Cristina Blanco Sío-López] N'est-ce pas un manque de connaissance historique?

[Manuel Marín González] Non, c'est simplement le fait de coller à la réalité du moment, la réalité électorale, bien sûr.

13. Les éléments constitutifs d'une identité européenne commune

[Cristina Blanco Sío-López] Je voudrais vous poser une question sur le thème de l'identité. Vous avez parlé de l'identité européenne comme d'un «processus de relation culturelle, historique, émotionnelle, de coutumes et de langue au sein d'une structure de droits et de devoirs». Comment définiriez-vous le patrimoine culturel européen?

[Manuel Marín González] Il y a un document de l'Union qui proclame ce que [sont] les valeurs européennes. Je crois que ces valeurs nous définissent. Nous avons aussi une histoire qui nous définit, une histoire qui contient des aspects très positifs et des aspects horribles. Je l'explique comme ceci à mes étudiants de l'université: nous les Européens, nous avons fait la Révolution française – *Liberté, Égalité, Fraternité* –, nous avons inventé la musique symphonique, l'imprimerie, la tragédie grecque, la démocratie, le droit [...], quantité de choses qui sont bonnes et utiles, voire extraordinaires. Mais nous avons aussi inventé l'intolérance, l'Inquisition, les guerres de religion, ainsi que les deux idéologies les plus effroyables et intolérantes du monde: le nazisme et le fascisme, deux créations spécifiquement européennes. L'Europe a vécu d'horribles tragédies telles que l'Holocauste. En deux mots, notre histoire contient des choses extraordinairement positives et extraordinairement négatives, c'est un aspect avec lequel il faut vivre. Toutefois, après la Seconde Guerre mondiale, un effort authentique a été accompli pour faire du projet européen une grande réussite en termes historiques, à très long terme. En effet, l'Europe est devenue une zone de stabilité, de paix, de progrès, avec ses difficultés, mais qui permet à presque 500 millions de personnes de vivre dans l'État de droit. C'est une réussite extraordinairement positive que, à mon avis, nous devons surtout à l'Union européenne. Or, cela peut s'expliquer d'une manière, disons, correcte, avec

un certain degré de loyauté. Je dis un certain degré de loyauté pour éviter tout malentendu sur le sens de mes paroles. Il est parfaitement normal de ne pas être d'accord, mais ne pas être d'accord est une chose, et démolir l'Union européenne en est une autre. Il y a des choses qui me surprennent mais je reste convaincu que, malgré toutes les difficultés et tous les obstacles qui ont pu apparaître, le processus va continuer. Je crois que le processus, avec ou sans ses contradictions, est devenu irréversible. J'ignore comment il s'achèvera. En revanche, je sais ce qu'il ne faut pas faire. Le problème, c'est quand on en arrive à conclure que certaines choses ne sont pas à faire, parce qu'ensuite, pour les projets... en Europe, tout a déjà été inventé. Nous avons la monnaie unique? Oui. Mais la politique monétaire est-elle nécessaire? Non, il faut établir la gouvernance économique; on le sait, on le dit. Cela viendra. Après le cas de la Grèce, cela viendra petit à petit, vous verrez. Quant au domaine de l'identité, les valeurs européennes sont ce qu'elles sont. Il devrait être beaucoup plus facile de maîtriser les excès de racisme, de xénophobie, d'arriver à un accord de base sur le thème de l'immigration pour équilibrer tout cela, de mettre en place de plus en plus les systèmes de protection du citoyen. Si nous obtenons cela, nous pourrions prouver à tous les Européens et au monde entier que notre continent est pacifique et que nous voulons avant tout exporter des valeurs, aider et coopérer. Bien sûr, si l'on mêle ces objectifs à une politique souvent minable, qui vise à gagner une circonscription ou poursuit d'autres buts de cette nature, le système se désoriente énormément.

14. Durabilité environnementale et dimension géopolitique du secteur énergétique dans l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Pour revenir à votre travail ici, à la Fondation Iberdrola, nous pouvons dire que l'Europe d'aujourd'hui a une grande dépendance énergétique. Quel serait, selon vous, le modèle économique le plus adéquat pour essayer de modérer cette dépendance?

[Manuel Marín González] L'absence d'une politique commune de l'énergie est le talon d'Achille de l'Europe. Étant donné cette absence, les États membres appliquent la politique du chacun pour soi: chaque État membre gère son système de dépendance énergétique qu'il a choisi librement. À cause de cela, l'Union européenne perd évidemment tout son potentiel de négociation conjointe. D'où les problèmes avec la Russie, très bien gérés par les uns, très mal par les autres. Il en va de même avec les pays du Golfe. Si cette dépendance ne reçoit pas une solution sous la forme d'un marché commun de l'énergie et d'une politique énergétique commune, la situation va empirer, car la dépendance énergétique ne pourra se solutionner uniquement à l'aide des énergies renouvelables. Les renouvelables sont les énergies de l'avenir – je défends cette idée dans un espace de pensée – mais, pour l'instant, il faut encore les soutenir financièrement, car elles sont chères. Elles se développent progressivement: l'énergie éolienne commence à être rentable, l'énergie thermosolaire arrive, l'énergie photovoltaïque... La voiture électrique fait son apparition... Je pense que toutes ces formes d'énergie vont prendre leur place dans les cinq, dix ou quinze prochaines années. La situation suscite toutefois un débat sur le modèle énergétique, car certains pays sont pour le nucléaire, d'autres y sont opposés. Dans ce contexte, il est très difficile de construire une position solide. [D'une part], je crois que l'Europe doit entrer résolument dans le domaine des énergies renouvelables. D'autre part, tant que nous ne parviendrons pas à développer suffisamment ce domaine, et il faudra pour cela beaucoup de recherche, beaucoup de R+D+I[[mpi2](#)], nous devons inévitablement garder le cycle combiné et, à mon avis, maintenir [le] nucléaire. Nous devons composer un bouquet énergétique qui maintienne pour l'essentiel une structure à prédominance renouvelable. Tout cela viendra en son temps.

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles implications a ce modèle énergétique dans le domaine de la

sécurité européenne?

[Manuel Marín González] Des implications fondamentales. À mon sens, l'échec de Copenhague s'explique, entre autres, par le fait que l'on n'a pas compris que, en même temps que le changement climatique et le réchauffement planétaire, il y a un contexte géopolitique fondamental qui se résume à ceci: les non-signataires de Kyoto – les États-Unis et la Chine, le fameux G2 – sont conscients qu'un accord international contraignant des Nations unies affecterait de façon radicale leurs intérêts économiques. Ce contexte géostratégique doit donc être pris en compte. Un nouveau leadership mondial est en train de se former; les Chinois tout comme les Américains le nient mais, entre leurs deux pays, une relation très curieuse est occupée à s'établir dans le domaine énergétique: au plan bilatéral, la confrontation – on se bat pour tout – mais, au plan international, la coopération s'installe, qui façonne un nouveau leadership. Malheureusement, l'Union européenne n'a pas compris cela et est donc restée en dehors du coup. Figurez-vous qu'à la réunion de Copenhague, l'Union européenne n'était même pas invitée quand Obama a signé cet accord de valeurs minimales qui vient d'être ratifié, hier ou avant-hier, par 101 signataires, dont les États-Unis, la Chine, l'Afrique du Sud, le Brésil et l'Inde. L'Union européenne n'en était pas. Il ne nous reste plus qu'à tirer les conclusions qui s'imposent.

[Cristina Blanco Sío-López] Quel rôle jouent les valeurs écologiques dans la conception actuelle de l'Union européenne?

[Manuel Marín González] Un rôle essentiel. Pour ce qui est de l'aide aux pays du tiers-monde, tant en termes de financement que de transfert technologique, le paquet le plus substantiel est le paquet européen, le fameux 20/20/20. Le paquet européen était le meilleur du point de vue intellectuel, technique et financier, mais nous ne pouvons assumer un rôle d'acteur international si nous sommes divisés. Il arrive alors des situations qui, je l'espère, ne vont pas se reproduire avec M. Van Rompuy et M^{me} Ashton. Il faut savoir que quand Obama a commencé les négociations bilatérales, il s'est réuni avec les Européens, mais il ne s'agissait pas du Conseil; en réalité, les Européens n'étaient que trois: Sarkozy, Merkel et Brown.

15. L'équilibre entre grands et petits pays, et l'idée d'un «noyau dur» de l'Union européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Ces propos nous amènent à la relation entre les grands et les petits pays de l'Union européenne. À votre avis, comment pourrait-on arriver à un équilibre?

[Manuel Marín González] L'équilibre est déjà là. Je veux dire qu'il est logique de reconnaître le leadership, quasi incontournable, de l'Allemagne mais aussi de la France. Il est également logique que les grands, d'une certaine façon, estiment que c'est la seule façon de conduire l'Union européenne... Quant aux petits, ils disposent évidemment d'une marge de manœuvre, car, en se regroupant, ils peuvent souvent jouer un rôle déterminant. Toutefois, dans l'ensemble, l'équilibre doit être celui que je viens de décrire. L'équilibre institutionnel a déjà été atteint par le traité de Lisbonne et, quant à la tragédie du traité de Nice, mieux vaut ne pas en parler. En définitive, il ne nous reste plus qu'à rôder les mécanismes et à montrer beaucoup plus de loyauté.

16. Bilan de la carrière politique européenne

[Cristina Blanco Sío-López] Comment résumeriez-vous votre carrière européenne?

[Manuel Marín González] Elle a été fascinante. J'éprouve une grande reconnaissance et je pense avoir eu beaucoup de chance. J'ai évolué dans l'Union pendant quatorze ans, plus les quatre années de l'adhésion, soit dix-huit ans. J'ai vu des bonnes choses, des moins bonnes et des passables. Les pires, j'en ai fait un exercice à l'université. Quand je dis à mes étudiants: «Donnez-moi des exemples de dictateurs», le premier nom qui leur vient à l'esprit – nous sommes en Espagne – est évidemment «Franco». «Donnez-moi d'autres exemples». «Eh bien, Pinochet» – encore la culture hispanique –, mais encore: «Hitler», puis «Mussolini», après quoi je leur dis: «Pour ma part, les deux personnes les plus mauvaises que j'ai rencontrées étaient noires, auxquelles j'ajouterais une troisième, avec des yeux comme ceci, que j'ai vue de loin^[2]. La perplexité se lit alors sur les visages des étudiants. Les personnes les plus mauvaises dont je parle sont Mobutu et, en Somalie, le général Aïdid. Ainsi que, plus tard, à l'époque du processus de paix au Cambodge, Pol Pot. Les étudiants demeurent perplexes: «Mais ces personnes ne répondent pas aux caractéristiques que nous attribuons à un dictateur». Pourtant, c'est ainsi. C'est là une des choses que j'ai apprises. Par ailleurs, j'ai connu des personnes fascinantes, des personnes extraordinaires...

[Cristina Blanco Sío-López] Quelles sont les personnalités qui ont le plus marqué votre parcours?

[Manuel Marín González] L'homme qui m'a le plus impressionné a été M. Rabin, à l'occasion de la dernière réunion que nous avons eue avec M. Juppé. Nous avons été fort impressionnés par la détermination de cet homme, lorsqu'il a dit: «Bon, nous sommes arrivés à un point où on ne peut plus rien faire d'autre qu'agir». C'était la fin de l'accord de négociation avec Israël: «Nous nous retirons du Liban – je vous le dis parce que je veux que cela se sache – et nous allons le faire au moyen d'un référendum que, je pense, nous allons gagner. Concernant la Syrie, je compte sur l'Union européenne, car, à part le satellite, nous allons constituer une force internationale d'interposition pour le plateau du Golan. De cette façon, l'armée syrienne se retirera, l'armée israélienne se retirera, mais vous devez m'arranger le problème de l'eau.» C'est alors que nous avons monté tout le plan concernant les barrages sur le Yarmouk et le Jourdain. M. Rabin demandait à recevoir des garanties fiables pour l'approvisionnement en eau. À quoi les Turcs ont répondu: «Très bien, nous entrons dans le jeu.» Tout était programmé et, à mon avis, M. Rabin aurait remporté les élections. Il m'a beaucoup impressionné. J'ai également beaucoup apprécié la personnalité de Clinton, un politicien on ne peut plus artiste. C'était vraiment un artiste: sympathique, extraverti, il ne te connaissait ni d'Ève ni d'Adam, mais avait pris la peine de lire son compte-rendu et savait si tu t'appelais Ana ou Manuel. «Enchanté, Manuel» et ainsi de suite. La belle affaire, pourrait-on dire... il n'empêche que cet homme vous donnait une impression immédiate de qualités humaines. À mon sens, c'est à cela que nous devons servir. Pour moi, ce travail est difficile parce que je suis d'un naturel très renfermé. J'ai également beaucoup de souvenirs de Kohl. Je l'ai vu au Conseil européen de Florence, au moment où les gouverneurs des banques centrales devaient signer le rapport Delors en vue du lancement définitif des critères de convergence et des trois phases de mise en œuvre de l'euro. Même le président de la Banque d'Angleterre, désobéissant aux ordres de Thatcher, a signé ce document, bien qu'il ait par la suite dû se retirer. En revanche, celui qui ne l'avait pas signé, c'était le président de la Bundesbank (la Bundesbank étant dans la Constitution, inscrite dans la loi fondamentale de Bonn). Il s'agissait de M. [Karl] Otto Pöhl, à qui Kohl a dit ceci: «Écoutez, l'Allemagne doit participer à la monnaie unique. L'Europe est d'un côté et l'Allemagne de l'autre. Ce projet est historique; si vous voulez démissionner, faites-le.» M. Pöhl a ainsi démissionné. Quel dirigeant européen actuel serait capable de faire démissionner quelqu'un? Aucun. Ce sont des situations qui laissent des souvenirs marquants. J'ai aussi été impressionné par le courage et la ténacité extraordinaires de Jacques Delors.

[Cristina Blanco Sío-López] Quels événements vous ont marqué? Avez-vous eu le sentiment d'avoir vécu un moment historique dans votre carrière européenne?

[Manuel Marín González] La chute du Mur de Berlin. Cet événement remonte à novembre 1989, mais, le 1^{er} mai de cette année, j'ai pris la voiture après avoir dit ceci à ma femme: «Puisque nous n'avons jamais vu ce qui se passe en Europe de l'Est...» C'était déjà l'époque où les conducteurs de Trabant, ces petites voitures allemandes, chargées du frigo et du téléviseur, allaient jusqu'à la frontière autrichienne, venaient faire des achats, etc. Les ambassades des États membres ne désemplissaient pas, nous ne savions plus quoi faire... Dans ce contexte, nous sommes partis vers l'Est. Nous avons passé le matin du 1^{er} mai à Prague, puis nous sommes repartis à toute vitesse en direction de Budapest, où nous sommes arrivés dans la soirée. Nous avons donc pu assister, tant à Prague qu'à Budapest, aux manifestations du 1^{er} mai, pendant lesquelles on ressentait clairement que quelque chose touchait à sa fin. Kohl a alors appelé Jacques Delors et lui a dit: «Jacques, le Mur va disparaître. Je demande à la Commission européenne qu'elle se réunisse en vue de l'application de la clause de Berlin du traité de Rome». Cette clause, rédigée de la main d'Adenauer, disait: «Attention, si l'unification allemande devait se produire, le traité devra...» Je me souviens parfaitement de cette réunion. Par ailleurs, la nuit qui a suivi la catastrophe de Tchernobyl a été dramatique. Cette nuit-là, nous avons été convoqués, car des informations de l'OTAN en provenance du Canada et de Suède nous obligeaient à prendre des décisions dans la nuit même. Ces décisions – affreuses – consistaient à mettre tous les abattoirs en branle pour y envoyer des milliers de têtes de bétail, de tous types, et à procéder à la destruction de milliers de tonnes de céréales, de luzerne, de maïs, etc. Il fallait retirer toutes ces denrées parce qu'elles étaient irradiées et contaminées par l'explosion de la centrale nucléaire de Tchernobyl. Cela a été une nuit dramatique. Je vous avouerai que je n'avais aucune idée de ce qu'était un becquerel. Deux généraux, un Canadien [...] et un [...] ont alors pris la parole. Lors de cette audition, quand ils nous ont exposé le problème, nous avons été horrifiés. Heureusement, la situation a commencé à s'apaiser, les premières interventions sont arrivées, ainsi que les premières informations des laboratoires témoins. Je me souviens que ce sont les Suédois qui ont donné l'alerte. Nous étions toujours atterrés. Tous les gouvernements alarmés nous demandaient quelles mesures nous allions prendre. À quoi nous répondions: «Eh bien, on nous dit qu'il faut arracher et éliminer les terres et les végétaux et tuer les animaux». Nous n'avons pas dû le faire, heureusement. Cela restera malgré tout une nuit horrible. Surtout parce qu'on se rend compte que, même si on dispose de protocoles bien établis, à la fin de ceux-ci, il incombe quand même aux responsables de prendre la décision. On passe par des moments vraiment dramatiques. Je me souviens des paroles d'un des collègues, un des responsables: «Nous allons devoir prendre une décision ou une autre: soit nous serons dans le bon, soit nous créerons un effondrement économique d'une ampleur énorme». S'il fallait en croire les cartes d'Europe qu'on nous présentait, selon lesquelles entre telle et telle région tout était irradié et contaminé, il fallait ordonner à tous ces agriculteurs de se retirer et d'aller à l'hôpital pour y subir des examens. Tout le bétail allait devoir être mené à l'abattoir pour être abattu, haché et brûlé. Il allait falloir arracher et nettoyer les terres, imaginez un peu. Au bout du compte, on constate que ce sont aussi des personnes qui interprètent les protocoles de sécurité. Cela a été difficile mais nous avons pris la bonne décision. Aucun problème de contamination directe de citoyens européens ne s'est posé. En rejetant la destruction massive, nous avons pris la bonne décision, comme c'est souvent le cas. Imaginez un peu quelle aurait été la situation si nous avions pris l'autre décision.

[Cristina Blanco Sío-López] À votre avis, quelles sont les bases de cette relation d'équilibre entre l'individu et l'institution?

[Manuel Marín González] Cela dépend. Il faut savoir qu'on a beaucoup écrit sur le travail au sein des institutions. En réalité, d'après mon expérience personnelle, quand on travaille dans les institutions, il est très difficile de suivre un programme personnel, car les activités sont surtout

déterminées par les pressions des États membres, du négociateur externe, de la situation interne, des syndicats, des associations patronales, etc. Parfois, pendant des mois entiers, on travaille vraiment comme un robot. Les agendas sont tellement programmés qu'on n'a pour ainsi dire aucune liberté de prendre ses propres décisions. Tout est déjà inscrit dans un système bien défini. Bien souvent, j'en étais à me demander si j'allais trouver un petit moment pour faire telle ou telle chose... Comme j'avais des responsabilités en matière de politique extérieure vis-à-vis de l'Amérique latine, de la Méditerranée, de l'Asie, etc., je profitais du fait que les sessions de la Commission s'achevaient le mercredi: je restais le jeudi, je partais en milieu de journée pour revenir à Bruxelles le mardi suivant. Je profitais donc du week-end pour effectuer les missions bilatérales dans les pays arabes, ce qui était très pratique, car le vendredi est jour férié dans ces pays. C'est l'institution qui gagne. Elle est plus forte que vous. Tout comme le gouvernement est plus fort que vous. L'institution est plus forte que moi, même si j'ai été président des Cortès espagnoles, des Cortès générales. Votre marge de manœuvre est très limitée...

[Cristina Blanco Sío-López] Diriez-vous que les tâches de gestion pèsent parfois plus que la politique ou que l'initiative politique?

[Manuel Marín González] C'est certain. On a tant de choses à régler qu'il est très difficile de faire de la politique. Sauf si l'on met en place un système de travail à effet très publicitaire, très médiatique, du style de la façon de travailler de M. Sarkozy, une personnalité qui déploie une hyperactivité très spectaculaire pour le moment. La République continue à fonctionner selon ses modèles, mais cette hyperactivité fait que l'on joue avec cet aspect si médiatique. C'est aussi un peu la façon d'agir d'Obama, un homme que par ailleurs j'apprécie et admire beaucoup. Il n'empêche que, en fin de compte, pour mettre sur le tapis le thème de la santé, Obama a dû revenir aux mécanismes spécifiques dont dispose la présidence des États-Unis, parler aux congressistes, les réunir dans son bureau, faire pression sur eux, etc.

[Cristina Blanco Sío-López] Oui, en fin de compte, la procédure vient à la rescousse...

[Manuel Marín González] Les procédures et l'institution... On lit parfois des articles qui donnent l'impression que, lorsque les dirigeants sont dans leur bureau, avec leurs secrétaires et chefs de cabinet, ils machinent toute une série de choses... En réalité, pendant ma carrière, je suis souvent resté perplexe quand on me demandait ce que je faisais, j'avais envie de répondre: «Mon Dieu, si vous saviez ce qui s'est réellement passé...!»

17. Carrière académique et expérience en tant que président du Congrès des députés et des Cortès générales

[Cristina Blanco Sío-López] Comment avez-vous vécu votre retour en Espagne en tant que président des Cortès?

[Manuel Marín González] Très bien. Je ne m'attendais pas à recevoir ce poste. Je suis allé à l'université, j'ai à nouveau présenté ma candidature comme député, par amitié pour les dirigeants socialistes de l'époque, je ne pensais pas à cela... En fait, j'ai passé quatre années très dures, extrêmement difficiles. Je suis arrivé à saturation, au niveau où on commence à se dire: c'est ma limite, le point qui commence à éveiller un certain degré d'hostilité; je ne supporte plus cette façon de faire de la politique. Quand on arrive à ce point de saturation, il faut l'assumer et prendre la décision qui s'impose.

[Cristina Blanco Sío-López] Peut-être avez-vous atteint ce point en constatant les différences de procédures entre la politique européenne et la politique nationale?

[Manuel Marín González] Non, non... je l'ai atteint parce que je n'aimais pas la façon de faire de la politique en Espagne; à beaucoup d'égards, je ne l'aime toujours pas. Je suis arrivé à un point où je me suis dit: «Quel sens y a-t-il encore à travailler dans un cadre qui ne me satisfait pas, où je me demande souvent ce qui est politiquement correct ou ne l'est pas? J'ai atteint mon point de saturation, j'ai d'autres idées et je compte vivre d'une autre façon.» Pour moi, ceux qui disent cette bêtise: «Il n'y a pas de vie après la politique» ont tort. Ce n'est pas vrai. Je rejette tous ces clichés, ces choses qu'on dit... Il y aurait donc une vie après la politique? Bien sûr que oui, il y a toute une vie après la politique!

[Cristina Blanco Sío-López] Aujourd'hui, vous ressentez un peu plus cette liberté d'initiative?

[Manuel Marín González] Oui, tout à fait. Et je me sens très bien comme cela. Je dois dire que je suis heureux, que j'ai eu beaucoup de chance.

18. Les contributions de l'Espagne au processus de construction européenne, et les défis de l'Europe d'aujourd'hui

[Cristina Blanco Sío-López] En guise de conclusion, je voudrais vous poser une double question: à votre avis, quel effet l'adhésion de l'Espagne a-t-elle eu sur la Communauté européenne, et quelles contributions l'Espagne a-t-elle apportées au processus de construction européenne?

[Manuel Marín González] Pour moi, l'Espagne a apporté une opinion publique assez favorable à l'Europe. De façon générale, l'Espagne est un pays qui a toujours coopéré et donné son appui au moment des grandes décisions. Elle a également apporté une grande richesse historique et culturelle, reflet incontestable de ce qu'a été l'Europe, de ses facettes tant positives que négatives. Pour votre deuxième question, vous me demandiez ce que l'Espagne...

[Cristina Blanco Sío-López] L'effet que l'adhésion de l'Espagne a eu sur la Communauté européenne...

[Manuel Marín González] Il est certain que la Communauté a reçu de l'Espagne une certaine sensibilité qu'elle n'avait pas, surtout dans le domaine méditerranéen mais aussi dans le domaine latino-américain. L'Espagne a également apporté un fond historique de culture, de réalités extraordinaires, et les Espagnols en sont fiers. Par ailleurs, l'Espagne a reçu énormément de choses de l'Europe: les politiques communautaires ont été extrêmement efficaces pour la modernisation du pays, les fonds structurels ont permis un développement dépassant les possibilités nationales. Grâce à l'Europe, l'Espagne connaît la stabilité, ce qui est une très bonne chose.

[Cristina Blanco Sío-López] Si vous deviez définir la construction européenne en quelques mots, que diriez-vous?

MM: Une réussite historique. La construction européenne est une réussite historique et, pour l'Espagne, l'entrée dans le Marché commun de l'époque, dans la Communauté européenne, a été l'opération de politique extérieure la plus bénéfique jamais réalisée par le pays. Cette opération a été exceptionnellement bénéfique pour les intérêts de l'Espagne parce que celle-ci est revenue à l'Europe sans faire de guerre de religion, de façon pacifique. L'Espagne en a retiré des bénéfices

énormes dans tous les domaines.

[Cristina Blanco Sío-López] Monsieur Marín, un grand merci pour votre contribution. Cela a été un vrai plaisir de vous écouter. Encore une fois, merci.

[Manuel Marín González] C'est moi qui vous remercie.

[\[1\]](#) [Bourgès-Maunoury]

[\[2\]](#) Bridés.